lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 673 - 25 avril 1981 - prix : 5 F

Jeunes : courtisés... le temps d'une élection

P.7

VOTEZ

Arlette LAGUILLER

M 6189 - 673 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— **Japon : eaux radioactives.**
Page 14 :
— **Liban : les calculs meurtriers des dirigeants israéliens et de l'impérialisme.**
— **USA : mesures d'austérité contre les travailleurs.**
— **Atlanta : les polices rivalisent, mais les crimes continuent.**
Page 15 :
— **Irlande du Nord :**
  • **Une intransigeance qui sème la révolte.**
  • **Une situation créée par l'impérialisme britannique.**

En France

Pages 4 et 5 :
— **Dans la campagne d'Arlette Laguiller.**
— **Halte aux expulsions des jeunes immigrés !**
Page 6 :
— **Tous d'accord pour réduire la recherche médicale à la mendicité.**
— **Liberté pour les soldats sanctionnés !**
— **Procès contre des antimilitaristes.**
Page 7 :
— **Jeunes : courtisés... le temps d'une élection.**
— **Les « pactes pour l'emploi ».**
Page 8 :
— **A bas la répression coloniale !**
— **Aide ménagère : un « effort » payé par les travailleurs.**
Pages 10 et 11 :
— **Arlette Laguiller sur les ondes.**
Page 12 :
— **Les services de réanimation des hôpitaux lyonnais en grève.**
— **Pas de trêve électorale pour la crise.**
Page 13 :
— **Le travail à domicile : l'avenir selon Stoléru.**
— **Plus il y a de pauvres, plus les riches mentent.**
— **La pêche en mer pour faire de la farine !**

Culture

Page 17 :
— **Livres : *Les sillons de la faim* de Berthelot et de Ravignan ; *Le temps de l'ombre* de Gardiner ; *Les trois grosses dames d'Antibes* de Somerset Maugham.**
Pages 18 et 19 :
— **Théâtre : *Elle lui dirait dans l'île* d'après Françoise Xénakis ; *L'amour de l'amour* de J.L. Barrault.**
— **Films : *Lili Marleen* de Fassbinder ; *Allemagne, mère blafarde* d'Helma Sanders.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'armée française, VRP et service après-vente de Dassault, Matra, Thomson et compagnie

Le commerce des armes françaises est florissant. De fait, les exportations françaises ont été multipliées par quatre depuis dix ans.

Ces ventes d'armes rapportent des milliards aux quelques trusts qui se partagent le pactole. Chez Dassault, comme chez Thomson, comme chez Matra, 70 % du chiffres d'affaires est réalisé à l'exportation.

Mais ces contrats fabuleux avec des Etats comme l'Irak, l'Arabie Saoudite, l'Inde... ce n'est pas seulement sur la misère des peuples clients qu'ils sont payés.

C'est aussi à nos frais. Car c'est le budget de l'armée qui permet aux constructeurs d'armement de démarrer les chaînes de fabrication, en obtenant de l'armée les premières commandes pour tout nouvel engin. C'est l'armée qui fait les essais. C'est encore l'armée française qui trouve les clients, fait les démonstrations, forme les utilisateurs... et assure le service après-vente !

C'est ainsi que, d'après la revue de droite Valeurs Actuelles **du 13 janvier 1981, une centaine d'officiers supérieurs, d'ingénieurs de l'armement et d'administrateurs, payés aux frais de l'Etat, ont pour charge, au sein d'un « Service des affaires internationales » rattaché au ministère de la Défense, de prospecter les marchés et de régler les contrats pour Dassault, Matra et autres.**

Si les exportations des fabricants d'armes ont très bien marché, ces dernières années, précise Valeurs Actuelles, **c'est grâce à deux hommes en particulier,** « l'ingénieur général Jean Matre, délégué général à l'Armement depuis maintenant quatre ans, ainsi que son directeur des affaires internationales, M. Gérard Hibon. Le premier commande, le second exporte — des vendeurs très très habiles, dit un attaché militaire américain ».

« Depuis 1970, **continue** Valeurs Actuelles, ce commerce d'Etat a été entre les mains de trois hommes. Le premier, M. Hugues de l'Estoile, polytechnicien, ingénieur aéronautique, avait été nommé directeur des affaires internationales à 38 ans. On avait parlé de lui pendant 4 ans : en Arabie et dans les Emirats surtout. Il doublait les ventes. Il est maintenant directeur international chez Dassault. Un militaire, l'ingénieur-général Paul Assens, lui a succédé, de 1974 à 1977, sur la même ligne et en essayant lui aussi de doubler son chiffre de départ.

C'est un diplomate issu de la France d'outre-mer qui a pris la suite : M. Gérard Hibon, aujourd'hui âgé de 54 ans, l'homme du contrat signé le 14 octobre dernier avec l'Arabie Saoudite : près de 16 milliards de francs de commandes de bateaux, de missiles et d'hélicoptères. Un contrat auquel il sera consacré 25 missions en deux ans.

Avec lui, logé au 5e étage d'un immeuble moderne construit entre les bâtiments anciens du ministère de la Défense, (...) une centaine d'hommes. Des officiers supérieurs étudiant leurs marchés comme des théâtres d'opérations, des ingénieurs de l'armement agissant à la fois comme des techniciens et des agents commerciaux, et des administrateurs civils afin de surveiller les contrats en cours et à venir ! (...) Cette équipe éclaire et déclenche les opérations sur lesquelles vont ensuite se porter les représentants de chaque industrie, de chaque entreprise, publique ou privée. L'ensemble utilisant les services d'un démonstrateur et d'un service après-vente, l'armée française, formant à son tour les « clients étrangers ».

L'armée française remplit tellement bien son rôle auprès des marchands d'armes que, selon le même journal, « des militaires se sont plaints. On transformait leur armée en vitrine des industries d'armement : était-ce son rôle ? ».

Pour Valeurs Actuelles, **apparemment oui. Et c'est bien d'une vitrine de luxe qu'il s'agit.**

Alors, chaque Mirage 2000, vendu 71 millions de nouveaux francs pièce par Dassault, chaque char AMX 30 à 16,4 millions pièce, chaque missile, chaque hélicoptère, qui en tout auront rapporté en 1980 24 milliards de francs aux marchands de mort (et la plus grosse part va aux constructeurs aéronautiques militaires), nous l'aurons payé combien de fois par avance ?

P.A.

Et deux sous-marins nucléaires de plus pour le PS ! Qui dit mieux ?

Dans une conférence de presse le 15 avril dernier, Charles Hernu, député PS du Rhône, et conseiller en matière de Défense de Mitterrand, a estimé qu'il était nécessaire de construire deux sous-marins nucléaires supplémentaires, c'est-à-dire de gaspiller encore 8 milliards de francs (on estime en effet aujourd'hui le coût d'un sous-marin nucléaire avec ses missiles à 4 milliards de francs). Hernu ne faisait là que reprendre la position de Mitterrand, qui affirmait qu'il fallait un renforcement de la force de frappe française.

Le PS double ici le PC, qui réclame pour le moment un seul sous-marin nucléaire supplémentaire.

Jusqu'où ira la surenchère militariste des partis de gauche ?

L'industrie d'armement, la moins créatrice d'emplois

Les dépenses d'armement, ça ne sert pas à défendre le pays. La plupart des travailleurs le savent bien. Seulement, entend-on dire souvent, l'industrie d'armement, cela crée des emplois. Eh bien, c'est à voir de plus près.

Un rapport de l'UNESCO, paru en 1980, indique que les dépenses investies dans l'industrie d'armement sont celles qui en réalité créent le moins d'emplois. Pour une dépense de 1 milliard de dollars (soit environ 5 milliards de francs), ce rapport chiffre à 76 000 le nombre d'emplois qu'on peut créer dans le secteur de l'armement. La même somme permet de créer 86 000 emplois dans la production de machines, 92 000 dans les transports, 100 000 emplois dans la construction, 139 000 dans la santé, et 187 000 dans l'éducation.

A l'heure actuelle, en France, ce sont 50 milliards de francs que l'Etat engouffre, à nos frais, dans l'équipement de l'armée, ce qui fait travailler 280 000 personnes dans les industries d'armement proprement dites. En comptant très large, on peut estimer à 500 000 au total ceux qui travaillent, de près ou de loin, de façon plus ou moins intermittente dans des entreprises de sous-traitance, pour le secteur militaire.

Mais si ces 50 milliards étaient investis à parts égales par exemple dans la construction, la santé et l'éducation, en reprenant les chiffres de ce rapport de l'ONU, ce ne sont pas 500 000, mais un million 400 000 emplois qui pourraient être créés, et pour des choses utiles !

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

VOTEZ ARLETTE LAGUILLER !

Editorial

CE dimanche 26 avril, c'est en votant Arlette Laguiller que les travailleurs, ouvriers, employés, retraités, petits commerçants, artisans ou paysans, peuvent se servir de leur bulletin de vote le plus utilement pour eux-mêmes et leur avenir.

Les travailleurs des usines, des chantiers ou des bureaux ne peuvent pas voter pour un Giscard d'Estaing, et pas davantage pour un Chirac. Ce serait approuver leurs ennemis déclarés. Mais les petits commerçants ou les petits paysans ne doivent pas non plus se laisser tromper, car cette droite arrogante les méprise également, et ne les considère que comme un marche-pied électoral.

Le bilan de Giscard et de Chirac, qui a été associé à lui durant son septennat, c'est un million et demi de chômeurs au moins qui ont été privés de leur emploi. C'est deux cent mille paysans qui ont été dépouillés de leur ferme et obligés de quitter la terre. C'est toute la population laborieuse qui a vu réduire son niveau de vie à cause de la hausse des prix.

Il y a certes une minorité de puissants privilégiés qui peut éprouver de la reconnaissance envers Giscard : ce sont les maîtres des trusts et de la haute finance, qu'il a généreusement arrosés à coups de subventions. Mais il n'y a qu'eux qui ont prospéré, pendant que les conditions de vie de toute la population laborieuse empiraient.

Et quand, aujourd'hui, Giscard vient dire que sa devise, c'est *« Un pour tous, tous pour un »*, cela ne signifie qu'une chose : UN qui prétend parler au nom de tous, et TOUS exploités pour les profits de quelques-UNS !

Les femmes, et en particulier les femmes travailleuses, ne peuvent pas non plus voter pour les hommes de la droite. Les quelques lois hypocrites que Giscard se vante d'avoir fait adopter n'ont pas changé la vie de millions de femmes : elles continuent à être sous-payées, sous-qualifiées ; elles constituent le gros de la troupe des chômeurs. Les lois de Giscard ne sont que du bluff, elles ne sont pas appliquées.

Et si deux ou trois femmes ont pu faire carrière sous Giscard, les autres, toutes les autres, savent bien que tout cela, c'est du vent.

Les femmes, les travailleurs, voteront à gauche le 26 avril. Mais voter vraiment à gauche, sans ambiguïtés et sans réticences, c'est voter Arlette Laguiller.

Car ce n'est pas en votant Mitterrand dès le premier tour qu'ils diront leur aspiration à voir les choses changer vraiment. Se contenter de voter Mitterrand dès le premier tour, c'est accepter en fin de compte la même politique en ne changeant que l'emballage.

Mitterrand a 37 ans de carrière politique derrière lui, et il a participé à toute une série de gouvernements aux côtés des politiciens les plus réactionnaires. Il a participé à des gouvernements qui ont mené les sales guerres d'Indochine et d'Algérie. Ce n'est que depuis dix ans qu'il se dit socialiste, parce qu'il avait besoin de se placer à la tête d'un grand parti pour servir ses ambitions politiques.

Et cet itinéraire qui l'a amené de la droite vers le Parti Socialiste, qu'est-ce qui nous garantit qu'il ne le parcourra pas, demain, en sens inverse ? Qu'il ne se servira pas des voix de la gauche pour se faire élire, et qu'il ne s'alliera pas avec la droite pour gouverner ensuite ?

Rien, dans ce que dit Mitterrand aujourd'hui, ne peut permettre de croire qu'il aurait changé, comme certains l'espèrent peut-être. Il ne s'engage sur rien de précis vis-à-vis des travailleurs, alors qu'il donne aux trusts au contraire l'assurance qu'il continuera comme Giscard à les suventionner, alors qu'il veut maintenir un budget militaire aussi considérable qu'inutile. Les 300 000 soldats de métier coûtent chaque année plus cher que ce que coûte l'Education nationale, c'est-à-dire l'instruction de dix millions d'enfants : mais Mitterrand se refuse à y toucher.

Non, Mitterrand ne mènera pas une politique favorable aux travailleurs. Et voter pour lui dès le premier tour, ce serait le cautionner par avance, lui donner notre approbation les yeux bandés.

Au deuxième tour, contre Giscard, nous n'aurons sans doute pas d'autre choix que de voter Mitterrand : mais ce n'est pas une raison pour que les classes laborieuses lui fassent cadeau d'un chèque en blanc dès le premier tour. Ce n'est pas leur intérêt.

Georges Marchais dit aussi dans cette élection qu'il ne faut pas faire confiance à Mitterrand. Mais il disait le contraire en 1974. Et on ne peut pas lui faire davantage confiance, à lui, car sa politique est une succession de volte-face et de retournements. Il disait défendre les immigrés et s'opposer au racisme : aujourd'hui il s'en prend à eux. Il disait désapprouver l'entervention russe en Tchécoslovaquie : mais aujourd'hui il l'approuve en Afghnanistan. Il se disait opposé à la bombe atomique : aujourd'hui il en est partisan et il mène même campagne en faveur des sous-marins nucléaires.

Alors, au premier tour de cette élection, il n'y a qu'un seul moyen de faire pression sur Mitterrand et sur Marchais : c'est de voter Arlette Laguiller.

Pour leur faire comprendre que nous nous méfions d'eux, que, si le choix truqué que constituent les élections nous oblige à voter Mitterrand le 10 mai, nous ne sommes pas pour autant leurs dupes.

Quel que soit le résultat final des élections, il faut que les exploiteurs et les politiciens à leur service sachent qu'ils devront compter avec la colère des travailleurs.

La façon la plus résolue de dire dans cette élection qu'on ne veut plus de Giscard, qu'on ne veut pas de Chirac, c'est de voter Arlette Laguiller.

Car elle signifie aux capitalistes, aux hommes des trusts et des banques, qu'une partie au moins de la population n'est ni passive ni résignée, qu'elle ne supportera pas indéfiniment tout le poids de la crise.

VOTEZ ARLETTE LAGUILLER !

LE RASSEMBLEMENT PARISIEN DU 22 AVRIL

L'enthousiasme était grand, sous le chapiteau installé au métro Jaurès, en plein cœur d'un quartier populaire parisien, mercredi 22 avril.

Les 5 000 participants qui étaient venus apporter leur soutien à la candidature d'Arlette Laguiller manifestèrent leur approbation quand elle dénonça la politique de la droite, quand elle dénonça le sort que cette société fondée sur le profit fait aux vieux, aux jeunes, aux femmes, aux immigrés, et quand elle montra qu'une société fraternelle était possible.

Les applaudissements fusèrent lorsqu'elle appela les participants à poursuivre leur effort pour que nombreux soient ceux qui, par leur vote, disent leur fait à la droite, mais aussi à la gauche.

Les présidentie

Dans la campagne d'Arlett

Dans cette campagne électorale, ce sont des milliers de camarades et de sympathisants qui quotidiennement, dans leur milieu de travail ou d'habitation, discutent avec les uns et les autres, échangent des points de vue, trouvent des arguments pour convaincre ou pour répondre. De l'important courrier qu'ils nous adressent, nous extrayons quelques échos de la campagne qui, pour partiels qu'ils soient, montrent combien la candidature d'Arlette Laguiller est bien vue dans les milieux populaires, même si l'accueil n'est pas toujours favorable ou reste parfois indifférent.

Au meeting de Rouen.

A THIERS :

Une femme : « Je vote pour elle et je ne changerai pas. Ça fait 40 ans que j'attends de voir venir la gauche au pouvoir, et qu'on les mette à l'épreuve. Bien sûr, je ne me fais pas d'illusions sur Mitterrand, mais je ne veux plus voir la tête de Giscard et de Barre ».

SOMME :

Une réflexion entendue en passant sur un marché : « Arlette, c'est l'ouvrier. Moi je suis ouvrier, alors je suis du côté de ceux qui défendent les ouvriers. »

URSSAF (Montreuil) :

Paul Laurent, membre de la direction du PCF, a fait une réunion le 21 avril pour les cadres et les agents techniciens. Ils étaient une vingtaine, des femmes pour la plupart.

Au moment où l'on demanda aux présents de signer pour le soutien à Marchais, un cadre invité dit : « Pas possible. Mesdames, je vais vous étonner. Vous devriez être contentes, je vais voter pour une femme. Ce n'est évidemment pas pour Marie-France Garaud. Je vote pour Arlette Laguiller, elle au moins ne se trompe pas dans le prix du ticket de métro. C'est une travailleuse. »

PRISUNIC TROYES (Aube) :

Discussion avec une fille qui vote « écologiste » au 1er tour : « Arlette, je ne l'aime pas. Je l'ai écoutée à la télé lundi, je n'ai rien compris. Elle parle trop vite, elle n'a pas de propositions... Mais c'est vrai quand même que quelquefois elle sort des bons trucs ; elle nous rappelle des choses qu'on oublie ou dont on ne parle pas. »

A SAVIGNE-SUR-LATHON (Indre-et-Loire)

sur le marché :

La femme d'un employé des PTT : « Arlette, c'est la copine de mon mari ». **Il est sollicité par des copains du PS pour coller des affiches Mitterrand et, quand il rechigne, ils lui disent :** « T'as qu'à nous apporter des affiches d'Arlette, on te les collera ».

A THIERS (Puy-de-Dôme)

Un monsieur : « C'était la première femme à se présenter. Est-elle toujours employée ? C'est la seule qui peut dire ce que l'on pense, c'est la seule qui connaît notre vie. »

●

Que ce soit parce qu'ils pensent qu'une employée ne devrait pas se présenter à une élection à la présidence de la République, ou que ce soit parce qu'ils disent qu'Arlette n'a aucune chance d'être élue, certains nous font part de leur pessimisme.

Mais si des centaines de milliers, voire des millions de suffrages se portaient sur la candidature de la seule travailleuse présente dans ces élections, ce serait un avertissement aux possédants et à tous les politiciens à leur service, qu'ils soient de gauche ou de droite. Et cela serait bien plus utile aux travailleurs et aux petites gens que n'importe quel autre résultat électoral, car cela les aiderait à se faire craindre et à se faire respecter des patrons et de tous les politiciens qui, au lendemain des élections, auront oublié leurs promesses.

●

A THIERS (Puy-de-Dôme)

Un homme de 50 ans : « Elle dit des vérités. Je voterai peut-être pour elle. En tout cas, je ne vote pas pour la droite. Mais elle n'a aucune chance au premier tour. »

RÉUNION PUBLIQUE A PENHARS (Finistère)

Une femme au chômage avec 5 enfants à nourrir vote inconditionnellement Arlette : « Je vote toujours pour elle au 1er tour. C'est très bien ce qu'elle dit. Mais je n'y crois pas, je suis pessimiste. »

REIMS (Marne)

Un homme achète Lutte Ouvrière, **mais il dit qu'il ne votera pas A.L. car** « elle n'a pas l'envergure d'un président ».

ST-JEAN-DE-MAURIENNE (Savoie)

Lors d'un collage : « Arlette, elle parle propre ».

Sur le marché, un travailleur en retraite : « Elle est bien, elle a du courage ». **Son copain, âgé lui aussi :** « Oui, mais elle n'a aucune chance ».

Le premier : « Ça ne fait rien. il faut qu'il y en ait qui disent ce qu'elle dit, et il faut lui donner du courage pour qu'elle le redise encore. »

RENAULT BILLANCOURT département 14 :

Après une semaine de chômage technique, la rentrée s'est faite sous le signe de la campagne électorale. Le PCF, s'il appelle à voter Marchais, bien sûr, réserve aussi des lignes de ses tracts aux calomnies contre Arlette Laguiller. Mercredi, c'est même un fac-similé d'un article de l'Humanité **qui a été diffusé. Ça ne prend pas chez les travailleurs, cela fait même de la publicité pour Arlette. Ainsi par exemple, si dans le département 14 et dans le département voisin, le 49, une centaine de travailleurs ont versé à la souscription pour la campagne d'Arlette, 90 ouvriers sur 500 qui sont passés ont versé au drapeau mercredi pour la soutenir, et cela devant les militants du PCF.**

MARCHÉ D'ERNÉE (Mayenne)

Plusieurs agriculteurs socialistes : « J'ai toujours voté socialiste. Je fais confiance à Mitterrand. Les petits ne sont pas capables de diriger la société. »

THIERS (Puy-de-Dôme)

Un électeur de Valcivière : « Il faut nous faire craindre. C'est pour cela qu'il faut être nombreux à voter pour elle. Les patrons n'aiment pas qu'on leur dise les vérités. Mais ça ne leur fera pas de mal. Elle peut avoir encore plus de voix . »

Ce n'était pas de la censure !

Dans notre précédent numéro, 672, daté du 18 avril, un incident technique a fait qu'un des extraits de l'interview de Denis Langlois par Didier Lecat sur France-Inter le 14 avril n'a pas été reproduit.

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et nous publions la réponse omise de Denis Langlois. A la question de Didier Lecat : **« Alors, quelles sont les autres pages du programme d'Arlette Laguiller qui ont remporté vos suffrages »**, Denis Langlois avait répondu ainsi :

« Oui, il y a un autre point qui m'a semblé très important, c'est qu'elle considère que la politique doit être l'affaire des citoyens. Et non pas des politiciens professionnels. Je crois que les citoyens sont capables de savoir quels sont exactement leurs souhaits, leurs besoins, leurs espoirs. Et je crois que la personnalité d'Arlette Laguiller est presque un symbole en ce domaine. Depuis l'âge de 18 ans, de 16 ans même, elle travaille comme employée de banque ; elle est toujours employée de banque, en dépit du fait qu'elle s'est présentée il y a sept ans aux élections présidentielles. Tous les jours, elle part pour son travail ; elle connaît les problèmes des travailleurs, les transports en commun, les difficultés pour faire ses commissions. Enfin, vraiment, elle connaît les espoirs, les drames, les difficultés des travailleurs. Et je crois qu'elle est très bien placée pour parler justement des travailleurs. »

lles

Laguiller

• Du côté des petits commerçants...

Sur le marché de Chamalières (Puy-de-Dôme) :

Des petits commerçants : « Arlette Laguiller, c'est la seule qui défend les petits commerçants et les artisans. Elle a bien dit : par travailleur, j'entends tous ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne. Et ça, même le PC ne le dit pas. D'ailleurs, le PS et le PC sont contre le petit commerce. Nous, on le voit bien dans les municipalités socialistes et communistes : ils favorisent les grandes surfaces et nous font payer très cher les emplacements sur le marché. Alors, Mitterrand ne vaut pas mieux que Giscard. Et puis nous, Arlette, on écoute ses discours. »

• Du côté des agriculteurs...

Dans l'Oise :

Un agriculteur de droite : « Arlette Laguiller, elle est de gauche. D'habitude, la gauche ment. Arlette, elle, dit la vérité. »

Sur un marché d'Indre-et-Loire :

Un vieux « de la terre » : « Elle a dit qu'il y avait 50 milliards de gaspillés à payer les galonnés. Ça, c'est bien vrai, ça ne sert à rien de bon, ces gens-là ! »

Lignière (Aube) :

Un ancien petit paysan à la retraite connaissait Arlette, l'avait vue au Grand Débat : « Mitterrand, c'est un homme de la finance, il fera la même chose que Blum en 1936 ». **Il nous a fait un historique de l'Office du Blé qui a été créé après le Front Populaire, en 36, et qui, censé aider les petits paysans, en fait, n'a servi que les gros. Tous les hommes l'ont déçu. Cette fois-ci, il votera pour une femme, ajoute-t-il.**

• Du côté des jeunes...

Marché d'Ernée (Mayenne) :

Un jeune cuisinier qui travaille 60 heures par semaine et est payé 30 % du SMIC : « C'est vrai que l'armée ne sert à rien ; les patrons sont des exploiteurs. »

Haumont (Meuse) :

Discussion avec une jeune chômeuse qui va voter Marchais : « C'est vrai que ça ne changera rien, les élections. Mais la révolution c'est trop loin et je préfère essayer l'autre côté **(la gauche).** Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? Les jeunes s'en foutent, de la politique. »

• Et des plus jeunes encore...

Aulnay-sous-Bois (Seine-St-Denis) :

Un enfant et sa grand-mère passaient près du panneau. La grand-mère heurte le panneau. Sa petite-fille lui dit : « Attention, mémé, tu vas déchirer Arlette. »

Dreux (Eure-et-Loir) :

Un gamin qui regarde une affiche : « Ah ! Arlette Laguiller, elle me gâche tous les films : mon père veut toujours la voir à la télé. »

• Et du côté des anciens

Chambley (Oise) :

Discussion dans un immeuble avec un vieux du PS : « Arlette a raison de dire ce qu'elle dit. Mais cela fait du tort à Mitterrand. Les gens ne comprennent pas qu'elle le soutienne au 2e tour, après l'avoir critiqué au 1er. Elle fait des procès d'intention à Mitterrand sans l'avoir vu à l'œuvre. En 56, ce n'était pas si simple, et en 62 il s'est opposé à la guerre d'Algérie... »

Comme quoi on peut avoir des bonnes intentions, mais pas de mémoire...

Au marché du Poteau (Paris 18e) :

Un homme de 71 ans : « J'ai écouté Arlette Laguiller hier soir. J'étais convaincu depuis longtemps. Mais hier, quand elle a dit qu'elle reporterait ses voix sur Mitterrand, lui qui a porté la francisque sous Pétain, ça c'était dur. Et je crois que le mieux serait de ne pas voter. Là, tous les grands partis comprendraient. »

Tous ceux qui auront voté pour Arlette Laguiller au premier tour pourront voter pour Mitterrand au second tour en ayant l'assurance qu'ils ne lui auront pas donné un chèque en blanc. Et si le 2e tour compte, c'est dans la mesure où nous aurons dit vraiment ce que nous pensons au premier.

Lorient (Morbihan) :

Une vieille socialiste : « Ça fait 30 ans que je vote SFIO. Cette année, je ne voterai pas Mitterrand. Il est trop mou, pas assez clair sur son programme, il ne s'engage sur rien. Marchais, lui, dit la vérité ; il parle vrai et cru. Mais je vote Arlette. Il faut leur donner un avertissement. Je vote Arlette sans hésitation, elle est la seule à nous défendre. »

Eure-et-Loir :

Un couple de personnes âgées : « Nous avons écouté Arlette. Elle m'a arraché les larmes des yeux. Elle parle comme moi quand j'étais au PC, il y 30 ans. Le même allant, la même sincérité. J'ai quitté le PC à cause de sa position sur la force de frappe et de l'abandon de la dictature du prolétariat. (...) Quand je pense qu'en 1949 je suis allé casser la gueule à des trotskystes ! »

Halte aux expulsions des jeunes immigrés !

Les trois grévistes de la faim de Lyon.

Pour faire connaître le plus largement possible le scandale de l'expulsion sous le moindre prétexte de ceux qu'on appelle les « immigrés de la deuxième génération », trois personnes font à Lyon la grève de la faim depuis le 2 avril. Il s'agit de Jean Costel, pasteur, de Christian Delorme, prêtre, et de Hamid, un jeune immigré.

La semaine dernière, cinq jeunes filles de Lyon, maghrébiennes également, se sont jointes à cette grève de la faim, pour dire à la fois leur accord avec le mouvement et leur sentiment d'appartenir à une communauté opprimée. A Paris, un comité de soutien et de solidarité a entamé aussi une grève de la faim à l'église Saint-Merri.

Mercredi 22, une manifestation était organisée à Lyon, à l'appel d'un certain nombre d'organisations de soutien aux travailleurs immigrés, de syndicats CFDT et d'organisations d'extrême-gauche (Lutte Ouvrière s'y est associée). Elle a rassemblé plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles un nombre important de jeunes immigrés.

Le problème soulevé par tous ces mouvements de protestation est bien réel. Il y a en effet eu ces dernières années, et particulièrement ces derniers mois, un nombre croissant de jeunes immigrés de la deuxième génération expulsés ainsi.

Bien souvent, comme l'explique une association de Français résidant en Algérie, « Rencontre et Développement », les prétextes invoqués sont sans fondement, et toujours sans commune mesure avec les faits reprochés.

Une simple infraction, une condamnation légère datant de plusieurs mois, voire de plusieurs années, peut servir de prétexte à une expulsion.

Tel ce jeune Mocef Baliouz, 17 ans, expulsé sans que ses parents soient prévenus. Tel cet autre jeune, Mohammed Ali Cherib, expulsé 5 ans après le seul délit qu'il ait commis, alors qu'il vivait avec une Française et s'occupait de son jeune frère aveugle. Tel cet autre jeune, Bachir Horra, expulsé pour des faits mineurs datant de plusieurs années, alors que, aîné de 7 enfants, de parents malades, il est soutien de famille et seul à travailler.

Et ce ne sont que quelques-uns des exemples cités par cette association. Mais ils montrent l'arbitraire des pouvoirs publics.

Il y a en France environ 1,2 million de jeunes immigrés de la « deuxième génération » qui ont moins de vingt-cinq ans. Fils et filles de travailleurs immigrés venus se faire exploiter en France, ils ont vécu toute leur jeunesse dans ce pays et ne connaissent pas, la plupart du temps, le pays d'origine de leurs parents. Ils doivent pouvoir vivre en France autant qu'ils veulent et ne pas y être considérés comme des étrangers et des parias. Ils ne doivent plus être la cible préférée d'une police qui, déjà pleine de préjugés vis-à-vis de la jeunesse, en particulier de la jeunesse ouvrière, nourrit en plus à leur égard des préjugés racistes.

Ces injustices frappent aujourd'hui ces jeunes particulièrement vulnérables parce qu'ils appartiennent aux couches les plus pauvres de la classe ouvrière, parce qu'ils sont à la fois étrangers en France, comme ils le seraient dans le pays dont leurs parents sont originaires.

Mais cela nous concerne tous. Car demain, si la crise s'aggrave, le patronat, les pouvoirs publics sauront trouver, si cela leur est nécessaire, les moyens de déraciner les travailleurs, immigrés ou français, de briser leur vie, de les soumettre à l'arbitraire.

Et c'est bien pourquoi ces faits, dont la grande presse ne parle pas assez, doivent être connus, diffusés, et susciter l'indignation de tous.

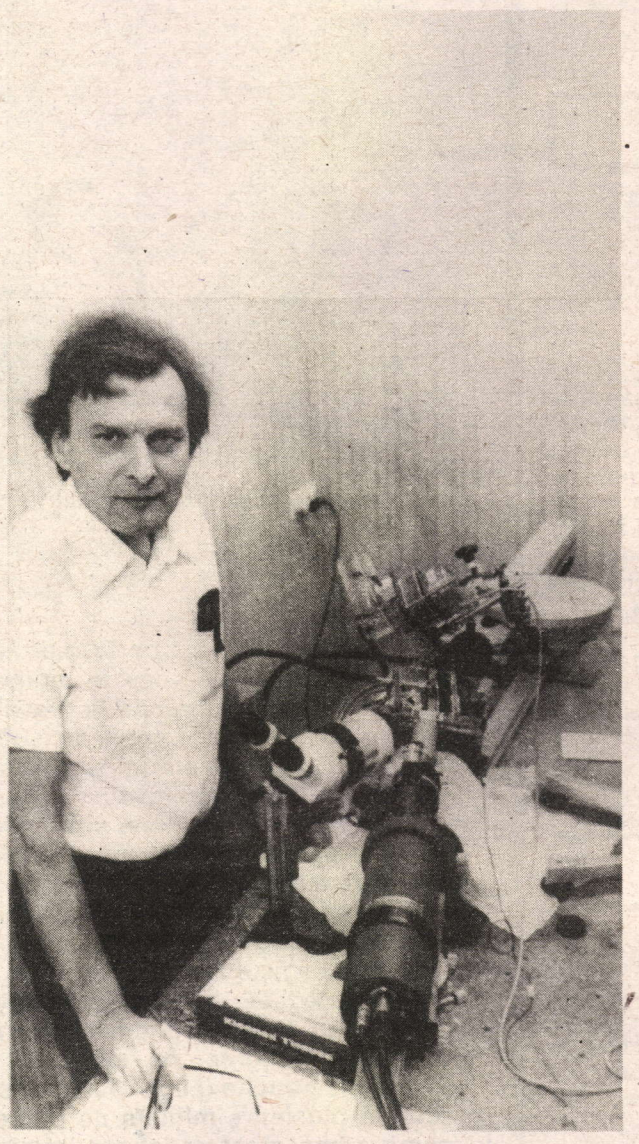
TOUS D'ACCORD POUR RÉDUIRE LA RECHERCHE MÉDICALE A LA MENDICITÉ

Vendredi 17 avril, un groupe de cancérologues faisaient le bilan de l'Opération Espoir. Il s'agit d'une nouvelle campagne d'aide à la recherche sur le cancer, assurée essentiellement par des champions et des professionnels du ski. A la fin de cette opération, ses promoteurs espèrent avoir recueilli 2 millions de francs, qui permettront, explique le professeur Crozemarie, président de l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (ADRAC), « de gagner un temps précieux dans la lutte contre la montre que livrent les chercheurs ».

De fait, malgré les déclarations de Giscard se félicitant de son action en faveur de la recherche médicale, ou même de la recherche scientifique en général, les chercheurs, dans un domaine aussi important que celui du cancer, en sont encore réduits à dépendre des opérations de charité publique.

Ce n'est pourtant pas l'argent qui manque. Mais, dans le domaine de la recherche aussi, les choix du gouvernement n'ont rien à voir avec les intérêts de la population.

Il suffit de regarder la répartition des crédits de recherche. Pour 1980, le budget total de la recherche biomédicale, en France, représentait 1,2 milliard de francs, c'est-à-dire 2 % de l'ensemble des crédits consacrés à la « recherche et au développement ». Mais alors, où va l'argent de la Recherche ? Eh bien, d'abord à l'industrie. Le ministère de l'Industrie distribue 1,5 milliard pour la seule recherche dans le domaine électronucléaire, 6,68 milliards pour le « développement technologique » (5 fois plus que la recherche biomédicale), répartis entre l'électronucléaire (2,6 milliards) — encore ! —, les PTT (1,32 milliard), le programme spatial (1,02 milliard), l'aéronautique civile (800 millions), et l'informatique (425 millions).



Dans un domaine aussi important que celui du cancer, on est encore réduit à dépendre de la charité publique. (AFP)

Quant au budget de la recherche militaire, l'Etat lui a consacré, en 1980, pas loin de dix fois plus d'argent qu'à la recherche médicale : plus de 11 milliards !

Cette politique, dans le domaine de la recherche, n'est qu'un cas particulier de la politique générale de l'Etat qui consiste à consacrer le plus d'argent possible à la santé... des trusts. Car, qu'ils soient affectés au ministère de l'Industrie, à celui des Transports (qui au titre de la recherche reçoit quand même plus de 300 millions de francs) ou au « développement technologique », **il n'est pas difficile de deviner, même si l'Etat reste très discret à ce sujet, où vont en fait ces crédits de recherche : toujours aux mêmes trusts de l'informatique, du nucléaire, des téléphones ou de l'aéronautique. De ce point de vue, la présence au conseil de direction du CNRS des représentants de quatre grosses sociétés (dont Matra par exemple) est plus qu'un symbole.**

Et cette politique, il est significatif que ni le PS ni le PC ne la contestent véritablement.

Le Parti Socialiste propose d'amener à 2,5 % du Produit Intérieur Brut (PIB) le volume des crédits pour la recherche en 1985 (Giscard promet, lui, 2,15 % en 1985). Le Parti Communiste, lui, envisage de consacrer à la recherche 3 % du PIB.

En fait, mis à part une petite surenchère qui de toute façon n'engage à rien, les deux grands partis d'opposition restent d'accord avec la majorité pour l'essentiel : aucun ne remet en cause la répartition de ces crédits de recherche, qui donne à l'armée et aux trusts la plus grosse part du gâteau, réduisant les recherches d'utilité publique, et en particulier la recherche médicale, à la portion congrue et à la mendicité.

Jean-Jacques LAMY

Liberté pour les soldats sanctionnés !

Pour avoir signé un Appel pour l'unité, environ 150 appelés sont aujourd'hui sanctionnés et mis aux arrêts. L'Etat, les autorités militaires veulent que, sous l'uniforme, les jeunes cessent d'être des jeunes ouvriers, des jeunes paysans, qui pensent autrement que leur encadrement, autrement que le pouvoir. Alors, quand les soldats affirment des positions politiques qui leur déplaisent, ils sont sanctionnés, emprisonnés. Les droits démocratiques les plus élémentaires leur sont refusés.

Nous publions ci-dessous des extraits d'une lettre d'un jeune soldat actuellement aux arrêts.

« COMME 150 autres appelés du contingent, j'ai signé un « Appel national » et pour cette seule raison je me retrouve en prison.

Une douzaine d'appelés du 60e régiment d'Infanterie stationné à Lons (Jura) ont été arrêtés, questionnés et punis (...). Ils sont certainement éparpillés dans les prisons de la région, sans contact avec l'extérieur et en contact direct avec la Sécurité Militaire qui exerce pressions, chantage, menaces, humiliations. (...)

Donc nous voilà embastillés pour avoir simplement signé un Appel pour l'unité qui disait que, au 1er comme au 2e tour, nos voix iraient sur les candidats de la gauche contre Giscard et Chirac. Pour cela, nous voilà coupés de nos amis, de nos parents. (...)

Si l'on veut avoir un avocat pour être défendu ? C'est interdit. On le voit, pas besoin de loi Peyrefitte « Sécurité et Liberté ». Il y a longtemps que le règlement militaire l'a créée, et cela dans l'indifférence générale.

Il faut dire que, sous le règne de Giscard, ce sont des centaines de soldats qui ont été, qui sont en prison pour « délit d'opinion ». (...)

Il faut aussi le dire que, si la hiérarchie militaire déploie tant de zèle à bâillonner les appelés, c'est parce qu'elle les sait largement gagnés à la gauche. Mais, tout de suite, c'est la libération des soldats emprisonnés qui doit avoir lieu et la possibilité pour eux, pour nous, d'aller voter aux deux tours. »

Des manifestants antimilitaristes en procès

Le mercredi 22 avril, dix-huit personnes comparaissaient au palais de justice de Dijon pour leur propagande contre l'armée.

Les faits remontent au 4 octobre 1980, où les forces de l'ordre ont interpellé sur un marché un groupe de personnes qui distribuaient pacifiquement des tracts pour **« manifester leur désaccord avec la politique de militarisation et pour revendiquer la possibilité d'exprimer d'autres choix ».**

L'Etat, lui, a le droit de dépenser 104 milliards — 1/5 de nos impôts — à faire des bombes. Mais un simple citoyen n'a pas le droit, lui, de faire de la propagande pour l'objection de conscience s'il le souhaite !

C'est ainsi que, le 10 mars 1981, dix-huit de ces manifestants étaient cités à comparaître, ce mercredi 22 avril, à la fois pour propagande pour le statut des objecteurs de conscience, pour incitation au renvoi des papiers militaires, et pour incitation au refus de l'impôt correspondant au budget militaire.

Dans ce procès, pour la première fois, des femmes sont accusées d'infraction au code du service national, pour la première fois des gens sont inculpés pour incitation au refus de l'impôt. C'est dire que, dans cette affaire, c'est le droit pour ces militants d'exprimer leurs idées qui est en cause.

Ce procès vient après une série de mesures, et d'autres procès visent à sanctionner tous ceux qui remettent en cause le service militaire.

Depuis quelques années, le nombre de demandes visant à obtenir le statut d'objecteurs de conscience a doublé. Il est passé de 600 en 1972 à 1.200 en 1978. Alors, le pouvoir tente de limiter le nombre des objecteurs. D'une part, les demandes collectives sont refusées. D'autre part, le gouvernement réprime de plus en plus l'information sur l'objection de conscience. Les inculpations se multiplient depuis 1979. Enfin, des atteintes à la liberté d'association ont eu lieu. C'est ainsi qu'en février 1979 la FEDO (Fédération des objecteurs), qui fait d'ailleurs appel du jugement, a été dissoute par le tribunal de grande instance de Nancy. C'est ainsi aussi que des militants ont été condamnés — la plupart du temps à des peines assorties de sursis — pour avoir simplement distribué des tracts ou collé des affiches reproduisant le statut d'objecteur.

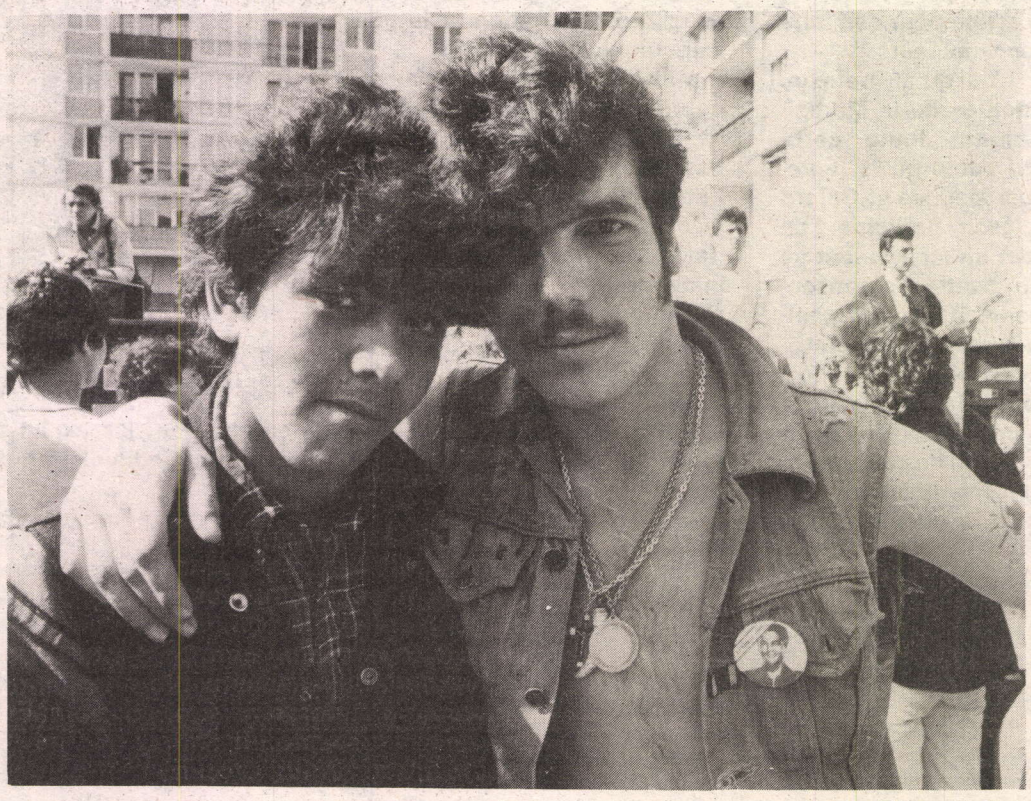
L'objection de conscience, qui est aujourd'hui un droit, est donc traitée comme une violation de la légalité, et l'information la concernant est jugée comme un crime. Voilà ce que l'Etat fait du respect des droits démocratiques qu'il a été obligé de reconnaître quand ceux-ci le gênent.

C'est cette attitude de l'Etat, toujours prêt à violer ses propres lois, toujours prêt à recourir à la violence, qui montre les limites de l'objection de conscience pour lutter contre le militarisme de l'Etat.

Mais c'est un droit élémentaire qui doit être respecté.

JEUNES :

Courtisés... le temps d'une élection



(Photo Frilet)

PARCE que les jeunes ont maintenant le droit de vote à dix-huit ans, voilà que d'un seul coup tous les hommes politiques cherchent à les flatter, à les cajoler et à leur promettre monts et merveilles.

C'est tout juste si, pour faire plus jeune et tenter de gagner leurs voix, ils ne se présentent pas à la télévision en blue jeans, en « santiagues » et blouson de cuir. S'ils ne le font pas, d'ailleurs, c'est peut-être parce qu'ils craignent d'être pris à partie par leur propre service d'ordre à la sortie.

Ces hommes de la majorité au pouvoir mentent effrontément. Car les jeunes, ils ne les aiment pas, ils s'en méfient. Combien de jeunes ont-ils été suspectés, interpellés, inquiétés par les policiers, simplement en circulant dans la rue ? Le moindre rassemblement de jeunes, qu'il s'agisse de concerts ou de motos, attire leurs policiers comme le miel attire les mouches.

Dans ces élections, tous ces vieux politiciens cherchent à gagner des voix des jeunes.

Tous parlent au nom des jeunes, eux, les représentants d'une société qui ne leur donne la parole que lorsqu'ils la prennent de force. Ils parlent aux jeunes de l'avenir. Mais l'avenir qu'ils proposent, les jeunes peuvent l'entrevoir aussi.

Pour la plupart, dans le meilleur des cas, un travail qui n'a rien à voir avec ce qu'ils avaient rêvé de faire, mais soumis à l'exploitation des patrons ; et pour beaucoup, le chômage ouvert ou déguisé derrière le travail temporaire, les contrats à durée déterminée, les postes d'intérimaires, sans savoir la veille si on a du travail pour le lendemain.

Cela est particulièrement vrai pour les filles, qui sont les plus nombreuses à se retrouver chômeuses à la sortie de l'école. Car c'est dès l'école que les filles sont plus défavorisées, comme on voudrait qu'elles le soient toute leur vie.

Et ceux qui sont directement responsables de cette situation, ce sont bien d'abord les hommes comme Giscard et Chirac, ces politiciens qui méprisent les jeunes, même s'ils se présentent tout mielleux et pleins de bonnes intentions à la télévision.

Mais, avec Mitterrand et Marchais, c'est le même avenir qui attend les jeunes. La gauche ne veut surtout pas bousculer cette société, elle ne veut surtout pas remettre en cause les valeurs et toute la morale bourgeoise. La gauche ne veut toucher ni à la police, ni au budget de l'armée qui est considérable, ni à la bombe atomique. Elle veut tout laisser en place, même si elle propose de changer le locataire qui sera président de la République.

Cette société, on ne la changera pas avec le bulletin de vote. Elle changera par la lutte. Elle changera avec la révolution. Ce n'est pas le bulletin de vote qui peut permettre de se débarrasser de l'Etat au service des riches et des puissants.

Les élections peuvent tout au plus permettre de dire son avis. Et les jeunes qui ressentent cette société comme un poids et veulent un autre avenir que celui qu'elle leur réserve, peuvent toujours, s'ils ont le droit de vote, l'exprimer en votant pour Arlette Laguiller.

Mais s'ils n'ont pas encore le droit de vote, ce n'est pas le plus important.

Dans le passé, tout ce qui a bougé, tout ce qui a évolué dans la société, c'est grâce aux luttes, aux mouvements révolutionnaires. Et la jeunesse, avec son dynamisme, sa volonté et son audace, y a tenu un rôle essentiel, qu'elle ait ou non le droit de vote.

Il n'est que de voir ce qui se passe en Pologne, où il n'y avait aucune démocratie, où il régnait une dictature policière. Là-bas, les travailleurs, les jeunes, ont imposé bien des changements, pas par le bulletin de vote — ils ne votent rien — mais par la grève, par la lutte.

P.V.

Les « pactes pour l'emploi »

De la poudre aux yeux pour les jeunes, des subventions pour les patrons

Giscard et le gouvernement ont fait beaucoup de vent autour des « pactes pour l'emploi » passés, et de l'actuel plan quinquennal pour l'emploi.

Mais les jeunes n'en ont pas tiré grand-chose. Car qu'est-ce qu'il y a de changé pour les apprentis (ils sont 110 000 ou 120 000) ? Ils se retrouvent toujours à la charge de leurs parents, car leur salaire la première année est toujours aussi symbolique, et largement inférieur au SMIC par la suite.

Qu'ont tiré les jeunes des diverses autres mesures mises en place par les « pactes », ou « l'embauche exonérée de charges sociales » (230 000 jeunes embauchés en 1977-78), les « stages pratiques en entreprise » (145 000 jeunes concernés en 1977-78), ou encore les « contrats emploi-formation » ? Ces mesures prévoient toutes des avantages importants pour les patrons (exonération totale ou partielle des charges sociales, prise en charge complète ou incomplète de la rémunération des jeunes par l'Etat). Mais vis-à-vis des stagiaires, les « pactes » sont loin d'être aussi généreux. La rétribution est scandaleusement dérisoire : de 25 % à 90 % du SMIC, selon leur âge et selon le type de stage.

L'un des prétextes officiellement avancés pour justifier la modicité de ce qu'on ose à peine appeler « salaires » est que les stagiaires recevraient une formation et qu'ils ne seraient pas des travailleurs à proprement parler. La réalité est tout autre. C'est ainsi qu'une enquête du ministère du Travail lui-même montre que 44 % des stagiaires interrogés déclarent avoir **« travaillé comme n'importe quel salarié de l'entreprise »** et 17 % disent avoir **« servi de bouche-trou »**. D'ailleurs, toujours selon le même ministère, 52 % des **« bénéficiaires »** de **« contrat emploi-formation »** ont été pris comme manœuvres ou O.S.

Alors ces « pactes pour l'emploi » ont-ils endigué la montée du chômage des jeunes ?

Selon le journal **L'Expansion**, 177 000 garçons et 307 000 filles de moins de 25 ans chômaient en 1977. Ils étaient respectivement 288 000 et 448 000 en 1980, après quatre années de « pactes pour l'emploi ».

Quant aux embauches définitives consécutives aux diverses formules proposées par les « pactes », elles sont loin d'être ce que laisse entendre Giscard. Quatre mois après la fin de leur « stage pratique », 62 % seulement des jeunes interrogés par le ministère du Travail avaient un emploi, et seulement 41 % dans l'entreprise où ils avaient effectué leur stage.

Les patrons qui avaient de toute façon besoin d'embaucher l'ont fait en prenant par priorité des jeunes qui leur revenaient moins cher (quand ils en trouvaient au niveau de qualification nécessaire). C'est tout.

Une enquête de l'INSEE montre que les trois quarts des établissements interrogés après avoir utilisé des stagiaires affirment **« qu'ils auraient réalisé le même nombre d'embauches si ces mesures** (les pactes) **n'avaient pas existé ».** Ces mesures se sont même, dans certains cas, retournées contre les stagiaires eux-mêmes car, écrit l'INSEE, **« les employeurs renoncent à embaucher en fixe un stagiaire, pour pouvoir bénéficier avec un autre jeune des facilités que leur offrent les stagiaires ou les « emploi-formation ».**

En fait, toute la politique du gouvernement en matière d'emploi pour les jeunes se résume à la publicité qu'il se fait en attribuant quelques emplois précaires et sous-payés aux jeunes, tout en fournissant une main-d'œuvre bon marché — parfois gratuite — aux entreprises qui en ont besoin. Cela revient à leur donner des subventions aux frais du contribuable : de 1977 à 1980, les « pactes pour l'emploi » ont coûté 11 milliards sans que cela crée le moindre emploi.

Michel RITTER

Un chômeur sur deux est un jeune

Les Agences Nationales Pour l'Emploi recensent aujourd'hui sept cent mille jeunes chômeurs de moins de 25 ans (14,18 % de plus que l'année dernière). Et encore ce chiffre ne traduit-il qu'incomplètement la réalité, car de nombreux jeunes ne sont pas inscrits dans les ANPE. Pratiquement, aujourd'hui, un chômeur sur deux est un jeune, alors qu'ils ne représentent que 18 % de la population en âge de travailler.

En sept ans, de 1974 à 1981, le nombre de jeunes au chômage a été multiplié par 3,5.

Le travail intérimaire

Aujourd'hui, les jeunes de moins de 25 ans représentent 61 % des travailleurs employés par les entreprises de travail temporaire, contre 36 % en 1968 (enquête CNRS). Cela veut dire qu'ils ont des emplois peu payés car, depuis la crise, les intérimaires gagnent aujourd'hui, en moyenne, de 20 à 30 % moins que les autres travailleurs, et que leurs ressources sont amoindries par le fait qu'ils n'ont pas de travail en permanence.

En fait, le travail intérimaire donne aux jeunes, pour quelques mois, quelques semaines ou quelques jours, des emplois à des conditions de travail et de salaire souvent bien éloignées de ce à quoi leur formation les avait préparés. L'intérim est, lui aussi, un moyen pour le patronat de faire effectuer aux jeunes — comme aux moins jeunes — des tâches qui ne paraissent acceptables que lorsque l'on peut se dire qu'on les fait « en attendant ».

M.R.

A bas la répression coloniale !

Le mardi 14 avril une jeune femme, Renée Elise, membre du GLA (Groupe Guadeloupéen de Libération Armée), était arrêtée à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe. Elle était, le samedi 18 avril, transférée en métropole. Actuellement ce sont donc cinq membres du GLA qui sont emprisonnés. Et s'ils sont ainsi transférés en métropole, c'est sans doute que les autorités préfèrent les garder et les juger loin de leur pays, où leur présence pourrait favoriser les manifestations de soutien et de solidarité.

Parallèlement, à l'heure où nous écrivons, deux dirigeants de « Combat Ouvrier » en Martinique, nos camarades Louis Maugée et Gérard Beaujour, sont, eux, toujours en prison préventive.

Les autorités reprochent à ces deux militants, qui sont maintenus sous les verrous depuis les 13 et 17 mars, d'avoir eu des contacts avec un jeune, Périan, récemment arrêté pour des faits de délinquance mineurs.

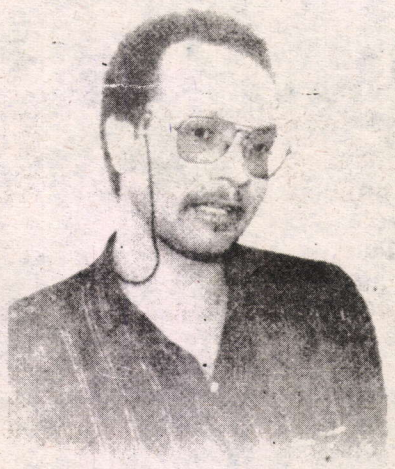
Mais ceci n'est qu'un prétexte.

Si les autorités de la Martinique ont monté toute cette affaire, c'est parce qu'ils reprochent à Louis Maugée et Gérard Beaujour d'avoir participé l'an dernier à tout un mouvement de protestation contre l'emprisonnement des jeunes de Schoelcher après une bagarre provoquée par des Blancs, et d'avoir protesté contre la mort pour le moins « mystérieuse », en prison préventive, de l'un de ces jeunes, Chloé. Mouvements auxquels avait participé le jeune Périan.

Les autorités leur reprochent en fait d'être liés à la jeunesse pauvre de Martinique et de désigner, à tous ces jeunes prêts à la révolte, leurs véritables ennemis : l'administration et le pouvoir colonial.

Mais ce pouvoir colonial qui opprime et réprime aux Antilles ne fera pas taire comme cela tous ceux qui, dans ces îles que l'Etat français pille depuis des siècles, en ont assez de la domination française, assez des injustices, assez d'être considérés comme des parias dans leur propre pays par une administration blanche au service des riches.

Et l'avenir des Antilles, c'est à toute la population antillaise jeune, à toute la population laborieuse qui vit là-bas, de le faire,



G. BEAUJOUR

L. MAUGEE

en chassant les exploiteurs, en chassant l'administration à leur service.

Cela ne se fera pas sans des luttes, dont tous les travailleurs de métropole devront se montrer solidaires.

Henriette MAUTHEY

Les chèques que Mitterrand promet aux actionnaires ne seront pas en blanc

« *Les porteurs de titres d'entreprises nationalisables feront l'objet d'une juste et préalable indemnisation* », a indiqué Mitterrand dans une lettre adressée à l'association Prodac (Promotion et Défense de l'Actionnariat).

Voilà au moins une promesse qui sera entendue... et tenue s'il est élu. Et si, dans cette campagne électorale, on n'a guère vu les patrons protester contre les nationalisations envisagées par Mitterrand, c'est que, visiblement, elles ne leur font pas peur. Dans son dernier éditorial, la revue patronale *L'Expansion* fait remarquer qu'avec les nationalisations en question, il faudra, « *en effet, commencer par indemniser. Au total, les entreprises industrielles, les banques et les compagnies d'assurances représentent 50 à 55 milliards de francs* ». Et cela, ajoute l'éditorialiste, « *représente seulement pour les contribuables le droit d'assumer le risque industriel* ». Visiblement, en ces temps de crise, il y a certains grands groupes qui ne pâtiraient guère de nationalisations si grassement indemnisées.

Mitterrand chiffre son plan pour les travailleurs contre le chômage à 13 milliards. Son plan pour indemniser les patrons, lui, vaut 50 milliards. Lesquels sont donc les plus chers à son cœur ?

Aide ménagère à domicile : un « effort » du gouvernement payé par les travailleurs eux-mêmes

Interrogé par Anne-Marie Peysson à la télévision, Giscard s'est largement vanté d'avoir « *tiré de la misère de nombreuses personnes âgées* ».

La semaine dernière, le gouvernement annonçait que son effort en faveur de l'aide ménagère à domicile aux personnes âgées « *s'élève, en 1981, à 1.680 millions de francs. Cet effort a été multiplié par 2 depuis 1974* ».

Fort bien. Mais ce que tous ces gens-là oublient de dire, c'est qu'ils font les généreux avec l'argent des autres.

En effet, ce qu'ils appellent l'effort du gouvernement est en réalité assumé pour l'essentiel par les caisses vieillesse des travailleurs eux-mêmes. Les vieux n'auront pas à remercier Giscard pour cette aide ménagère. Ils se la sont largement payée. C'est d'ailleurs M. Barrot, le ministre de la Santé, qui avait lui-même déclaré : « *En 1979, la caisse vieillesse a financé à 53 % la prestation d'aide ménagère, les collectivités locales à 20 % ; les autres régimes — commerçants, artisans, caisses complémentaires — 14 % ; l'Etat, 13 %* ».

C'est-à-dire que l'Etat est celui qui intervient le moins dans le financement de l'aide ménagère. En se basant sur les chiffres cités à l'issue du Conseil des ministres, « l'effort » consenti par le gouvernement n'est donc pas, en 1981, de 1.680 millions, mais seulement de 218,40 millions.

C'est-à-dire près de trois fois moins que ce qu'il a consenti la semaine dernière au trust de la sidérurgie Sacilor (en plus des milliards déjà versés) pour lui permettre d'absorber une filiale de Péchiney, et par la même occasion de supprimer quelques milliers d'emplois supplémentaires.

Mais on ne peut pas à la fois sauvegarder les profits des trusts, et « tirer de la misère » les personnes âgées !

Laurence VINON

JAPON

EAUX RADIOACTIVES

Les autorités japonaises viennent seulement de rendre public le fait qu'un accident survenu... le 8 mars dans la centrale nucléaire de Tsuruga avait causé la fuite de 40 tonnes d'eau contaminée sur la côte ouest du Japon. Les eaux radioactives se sont échappées d'un réservoir et se sont écoulées dans la mer par un collecteur d'eaux usées de la ville située à proximité. Tout simplement.

Le secret maintenu par les dirigeants de la centrale n'a fini par être percé que parce qu'une commission de contrôle a détecté une concentration anormale de substances radioactives dans le sable et les algues de la baie en bordure de laquelle se trouve la centrale en question.

Il a donc fallu près d'un mois et demi pour que la population soit informée, alors que des fuites s'étaient déjà produites dans cette centrale par deux fois en janvier dernier, fuites qui avaient également été tenues secrètes jusque-là.

Entre-temps, les travailleurs de la centrale qui ont tenté de nettoyer ont été exposés à des radiations dangereuses.

Bien sûr, comme dans tous les pays en pareil cas, les autorités se veulent rassurantes. N'empêche qu'elles ne sont pas sûres d'elles-mêmes, puisque la vente des produits de la pêche provenant de cette région a été interdite.

Le Japon est avec la France le pays du monde qui a sans doute le programme électronucléaire le plus ambitieux. On peut constater avec cette affaire que ses dirigeants craignent autant que les dirigeants français de le voir remis en cause par des révélations intempestives.

Alors on essaie de camoufler les fuites, comme ici on cache les fissures. Il reste que leurs fuites et leurs fissures sont inquiétantes, et que la population est en droit de s'en inquiéter.

La seule différence, peut-être, entre ici et là-bas, c'est que les responsables japonais concernés parlent de démissionner...

C.L.G.

Où y'a de la gêne, y a pas de plaisir !

Le dernier gadget pour cadres ou hommes d'affaires, au Japon, serait selon le ***Figaro*** *du 21/04 l'apparition d'un nouveau type d'hôtel, composé de capsules de 2,25 m de long sur 1 m de large et 1,12 m de haut. Il y aurait tout le confort, à part qu'il faut s'y glisser pour aller consommer sa ration de sommeil et être à nouveau en mesure de servir son patron, sans avoir à rentrer bêtement chez soi. C'est le progrès, parce qu'après tout on est logé à la même enseigne qu'un cosmonaute lancé dans l'espace. Et est-ce qu'ils se sentent à l'étroit, eux ?*

Enfin, dernier détail pour prouver qu'on n'arrête pas le progrès : ***« Les couples ne sont acceptés que s'ils sont dûment mariés. Et encore doivent-ils occuper deux « capsules » séparées ».***

Soutenez la campagne d'ARLETTE LAGUILLER

Souscription :

Total à ce jour :

592 843 F

Ça y est, nous sommes en plein dans la campagne électorale. Vous avez déjà pu voir ou entendre les premières interventions d'Arlette Laguiller à la télévision et la radio.

Alors, il faut continuer à faire en sorte que ceux qui nous aident financièrement soient de plus en plus nombreux, et ils le sont déjà, au point que nous ne pouvons publier la liste de tous les noms qu'avec un peu de retard. Mais tous seront publiés dans le journal et que tous soient remerciés.

SOUSCRIVEZ ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS !

CRAMIF : Nicole, 100. Dominique, 50. Béatrice, 10. Charly, 20. Arnaud, 35. Michèle, 10. Josette, 10. Danièle, 10. Annie, 10. Ruiz Soledad, 10. B. Christine, 10. Gilda Rosenberg, 100. Marie Christine Mouscrou, 150. Godard Eric, 100. Chalier Michèle, 20. M.M, 20. Maurice, 500. Sylvie Soyeux, 10. Laithier Martine, 50. Employée, 15. Marcel, 30. Alain, 10. Couturier Nicole, 50. Une employée, 20. Une employée, 20. Cohen F. Michel, 30. Dabremont Jacques, 100. Gregorius Christiane, 20. Ratios Evelyne, 15. Loiseau Christian, 50. Guillot J.O., 15. Une employée, 10. Bernadette, 30. Collecte, 100.

C.G.C.T. 15e : Collecte : 181,20.

RÉGION PARISIENNE : Collecte NCR La Défense, 45,50. Collecte GAN La Défense, 61. Collecte Renault Flins, 568. Alain, lycéen, 10. Sylvie, secrétaire, 15. Blacky, 20. E. Luciani, lycéen, 5. Isabelle, lycéenne, 5. Une lycéenne, 3. Frank L., lycéenne, 7. Abdou, ouvrier, 5. Mory E., étudiant, 5. Dominique, lycéenne, 5. Patrice B., 5. Abdel J.O. lycéen, 5. Une lycéenne, 5. Un travailleur ouvrier, 10,50.

HOPITAL PAUL BROUSSE : Lewi, 250. Une sympathisante, 50. Un psychiatre, 20. Nenot, 20. Olivier, externe, 10. Pascal, externe, 10. Etudiant africain, 20.

LIMOGES : Tardieu M. Claude, 30. Monereau, 30. Cheminot, 20. Employé de banque, 70. Anonyme, 50. Sympathisant, 20. Anonyme, 20. Mère de famille, 30. Cheminot, 20. X, de Corrèze, 2.000.

GENERAL MOTORS GENNEVILLIERS : Un ingénieur, 50. Un ingénieur, 200. Un ingénieur, 300. Yves Guillemot, 300. Un contrôleur, 50. Un ouvrier de l'entretien, 10. Un employé, 10. Un employé, 10. Un technicien Méthodes, 50. Un technicien Méthodes, 100. Une ouvrière embrayage, 30. Un technicien Méthodes, 50. Une ouvrière embrayage, 50. Un ingénieur Méthodes, 80. Un technicien Engineering, 50. Un ouvrier de l'entretien, 20. Une ouvrière embrayage, 30.

RATEAU LA COURNEUVE : Mario, 150. Un perceur, 20. Un perceur, 20. Un ajusteur, 50. Une femme de ménage, 50. Un contrôleur, 50. Un tourneur, 20. Un ajusteur, 20. Un fraiseur, un tourneur, 15. Un tourneur, 10.

LEP GOUSSAINVILLE : Rey Bernard, 200. Peyroles Sidney, 50. T.B., 10. Anonyme, 5.

AIR FRANCE ORLY NORD : Deul, 30. Melkonian, 100. Le Ficher, 10. Bonardel, 10.

AMIENS : Une mère de famille, 10. Un sympathisant, 30.

SARREGUEMINES : Steyer, 50. Klein Patrick, 10. De Cruz Serge, 10. Gries Jean-Luc, 30.

PARIS : Zazoudi, 20. Un sympathisant, 15. J. Yves, 50. Hélène, 40. Mme Blon Marcelle, 10. Frank Meplon, 20. Danielle, 50. Une employée, 20. Daniel Despirt, 200. Marc, 50. Michelle, 50. Pierre Delbo, 50. Sylviane, 20. Marie, 50. Yohon, 20. Sylvie, 10. Caillé, 50. Piquemal, 700. Bruno Obertelli, 50. Copain comptable, 50. Lasserre J.C., 50. Baudon Claude, 50. Labloz Catherine, 300. Anonyme, 10. Josiane, 20. P. Dantzenberg, 1.000. Michel Auger, 20. Christine Lorot, 50. Jean-Yves Sellier, 50. Anonyme, 20. Jean, 20. Pour Arlette, 50. Patrick Desmard, 20. Renée, 20. P.M., 20. Danielle, 50. Dominique, 20. Pascal, 20. Micheline, 50. Soutien, 10. Sylvette, 20. M.T., 60. Pascale Delmotte, 45. Jean-Yves Lecanec, 50. Pour Arlette, 100. Jean-Pierre, 50. Anonyme, 30. Gilbert S., 50. Didier Robin, 20.

JEUNESSE ET SPORTS PARIS 13e : M. François, 200. Martine, 100. Christiane, 50. Anne, 100. Babette, 20. Beatrice, 26. Chantal, 10. Françoise, 30. Chantal, 100.

UNIVERSITÉ PARIS 7 (Employés et profs) : Incognito, 5. Alkaly, 14. Daniel Hemery, 100. Françoise Gaison, 150. Jean-Pierre, 5. Yvette Dewolf, 20. Jean-Pierre, 20. Marie-Andrée, 10. Mireille, 10. Helliet, 20. Rafaele, 10. Alain Schnapp, 100. Jean-Pierre, 5. Lionel, 10. Anonyme, 1.

CREDIT LYONNAIS AGENCES : Daniel, 50. Armand Fragny, 300. Jean-Pierre, 100. Claude et Brigitte, 150. Christian, 10. Jean-Yvon, 50. Alain, 50. Daniel, 50. Chovki, 50. Des amis corses, 100. Une sympathisante, 55.

CREDIT LYONNAIS DIO-DCG : Michel, 30. Jean-Pierre, 100. G.G., 100. Philippe, 120. Chantal et Jean-Pierre, 50. Patrick Hyrailles, 50. Henri, 20. M.B., 100. Jean-Paul, 10. Un camarade du PCF, 15. Programmeur sympa, 15. Un voisin, Philippe, 40. Francis, 10. Charlie, 110. Programmeur, 50. Christian, 20. Intérimaire, 50. Danièle, 50. Michel, 10. Gilbert, 150. Christian, 50. Elisabeth, 10. Philippe, 20. Marie, 20. Martine, 10. Marie-Claire, 10. Françoise, 30. Alain, 10. Jean-Paul, 100. François, 250. Jacques, 100. Gérard, 50. Jean-Luc, 50. Jean-Pierre, 10. Michel, 20. Marie-Jo, 10. Raymond, 20. Marie-Dominique, 20. Michel, 20.

RÉGION PARISIENNE : « Pour la démocratie ouvrière », 30. Bertrand (E.P.H.E.S.S.), 50. Viviane et Jean-Claude, 100. Gilles A. de Tremblay-les-Gonesse, 50. Un sympathisant Citroën St-Ouen, 40. Deux sympathisants anciens copains, 500. Béségué « contre l'intolérance, le fascisme et l'injustice », 50. Brunel Jean professeur, 50. Un Espagnol, 35. Chantal d'Aulnay, 33. Un ancien mineur, 30. Pour Arlette, 2. Pinato, 200. Pourcelot, 50. Buisson, 50. Bouchacourt, 50. Herbert, 50. Ducarroir, 50. C.S., 150. De la Sabière, 50. Anonyme, 14. Juan, 50. Frouard, 20. R.P., 800.

COLLECTE SNCF NANTERRE-LA-FOLIE : 37 personnes, 149,50.

RÉGION DE THIERS : Un enseignant, 50. Brigitte, 10.

RNUR Billancourt : Dédé, 10. Patrick, 10. Mulet, 10. Alain, 50. Jean-Paul, 100.

RNUR ILE SEGUIN : Hammouty, 100. Diara, 100. Silla, 50. Saïd, 50. Mohand, 20. Mokrane, 10. Saïd, 20. Diallo, 50. Mohamed, 10. Bol., 10. Amadou, 10. Kahn, 10. Abbaoui, 10. Zely, 10.

DASSAULT - SAINT-CLOUD : Pierre, 40. Soutien, 35. Re-soutien, 100. Parents, 100. Rodriguez, 10. Michel Marras, 10. Un radin, 5. Marc Ferras, 15. Evelyne, 30. Michèle Sami, 10. Pierre Sefran, 100. Michèle Plot, 20.

RHONE-POULENC - SIÈGE COURBEVOIE : Barton, 100. M. Jaquet, 15. J.L. Legris, 50. Adgnot François, 50. Dorland D., 10. Bedouce Martine, 20. Schiltz Christian, 100. Drapeau, 23. Soutien, 2.

NANTERRE : Duchemin, 10. Martinez, 50. Fradet, 20. SB, 10.

VAL-D'ARGENTEUIL : Abdallah Claude, 50. Delange, 50.

PARIS : J. Class, 100. Martine et Safa, 200. André et Régine, 2 500. Laniesse Pierre, 50. Ardébilian-Hassan, 10. Abbassi Riza, 5. Philippe, 50. Anonyme, 10. Magasinier, 50. Gendrot, 10. Fuchs, 10. Bernard, 10. Meaux, 20. Un copain, 10. Un gauchiste, 10. Une cousine, 30. Sympathisant LO, 110. Couple, 10. G.B., 100. Un grand-père sympa, 300. Marie Chiron, 10. Le Khâgneux, 1 000. Marie-Christine, 20. Bernadette Rueff, 80. Jean-Michel Louvet, 50. Employé PTT Paris-Brune, 30. Employé PTT Paris-Brune, 10. Catherine L., 100. Travailleuse EDF, 20. Chômeur, 50.

FACULTE PARIS-CLICHY : Anne, 20. Laurence, 25. Christine, 10.

CCP BOURSEUIL : Lucie, 40. Josette, 10.

HOPITAL STE-ANNE (PARIS) : Brisset Dominique, 20. Rose-Aimée, 20. Catherine, 20. Armand, 20. Claire, 20. Jean-Marie, 50. Kleber, 10. Des parents sympas, 50. Michèle, 40. Des copains, 25. D'autres copains, 25. Martine Trembleau, 100.

COLLECTE STE-ANNE : 48 personnes, 330.

HOPITAL BROUSSAIS PARIS XIV : Tilquin, 20. Soutien à Arlette, 100. Pr. Milliez, 100. Françoise Legall, 300.

COLLECTES : Hôpital Broussais Paris, 7 personnes, 34. CNCA, 13 personnes, 140. Crédit Lyonnais Paris, 443,90. URSSAF Montreuil, 147,10. Thomson St-Denis, 360. SAGEM, 58. Norton La Courneuve, 125.

PARIS : Agnès, 150. R. Bayon, 100. Ouvrier Marrel, 10. Mère d'un militant, 100. Mariette, Catherine, 100. Une enseignante des Essarts, 50. Filippi, 100. Sylvie Chardon « pour permettre à A.L. de faire campagne sans toutefois être d'accord totalement avec les idées exprimées », 50. Mme Prouteau Monique « pour permettre à A.L. de se présenter sans toutefois partager toutes ses idées », 50. Une enseignante PEGC, 30. Fermanian Arthur, 10. Frank, 10. Landormy Maryvonne, 20. Halfon, 20.

LEP TURQUETIL - PARIS : Sympathisant, 25. Paule Grenier, enseignante, 100. Deveaux Brigitte, 100. Naccache enseignante, 100. Piot enseignante, 50. Enseignante PC, 50. Breton enseigante, 50. Un sympathisant ancien élève, 100. Martine Vidal prof, 100. M. Françoise Jacod prof, 50.

LEP VILLIERS-LE-BEL : Becquet, 150. Un enseignant, 30. Boccoui, 50. Conard, 100. Legallois, 100. Nghiem, 30. Bennett, 15. Rosenfild, 50.

NORTON - LA COURNEUVE : Mme Poisson, 20. Sybille, 45. Grossard, 10. Piantoni, 10. Ravry, 15. Labasque Monique, 10. Lapezuk Joseph, 10. Dedeuse, 10. Pataka, 10. Basilia, 5. Leturcq, 10. Merlette, 10. Battistuta, 5. Legret, 10. Murielle, 10. Amed, 50. Dr Castro, 5.

CAF VIALA : Corinne, 20. Marcel, 10. Viviane, 10. Geneviève, 10. Christine et Bernard, 50. Père d'une sympathisante, 50. Maryline, 10. Danielle, 20. Sodji Daniel, 10. Une sympathisante, 110.

URSSAF MONTREUIL : Un groupe de travail : 170. Régine, 30. Ginette, 100. Patrick, 50. Didier, 20. Ministère de la Jeunesse et des Sports : Un sympathisant, 5. Une employée DRJSL, 10. Travailleur Thomson, 100. Une étudiante de Nanterre, 15. Une étudiante de Nanterre, 50. Un étudiant de Tolbiac, 20.

GENNEVILLIERS : Alain Jouanneau, 500. Hélène Coste, 300. Un instituteur, 100. Bernard Borreau, 100. Soutien à Arlette Laguiller, 100. Une institutrice, 100. Une institutrice, 50. Sympathisante, 200.

MAYENNE : Deux institutrices, 100.

ROUEN : Une sympathisante, 50. Une travailleuse, 30. Murielle, 20. Une autre travailleuse, 50.

LE HAVRE : Lionel et Valérie, 10. Colette prof, 30. Isabelle CAF, 30. Angelica, 50. Antoine 1er versement, 10. Chantal, 10. Mère ADF, 100. Ouvrier CFR, 50. M. Mme Martin, 10.

NANTES : Une lectrice, 10. Mimi et Lili, 150. Meeting Nantes, 620.

INDRE-ET-LOIRE : SM, 100. Une sympathisante, 30. M. Vinçon, 10. Un sympathisant, 13. Un militant kurde, 30. Un sympathisant, 30. Vincent Thouvenot, 50.

TOURS SNCF Magasin Général - ST-PIERRE-DES-CORPS : X. Frédéric, 10. Anonyme, 20. Anonyme, 10. Employé SNCF, 10. Le Petit Robert, 20. Employé SNCF, 10. Frédéric, 20.

TOURS : Nicole, 20. G.D., 150. Un étudiant, 10. Un électeur d'Arlette Laguiller à Neuillé St-Pierre, 9. Claude Mouilbec, 600. Anonyme, 1. Michaud, 100. Femme de service, 10. Sympathisante, 20.

POITIERS : Mezin Bikoro, 40. Etudiant, 5. Sympathisants, 50. MVE ASSEKO Sylvain, 20.

POITIERS LEP ALIENOR : Un militant Bruno, 30. Un ami anonyme, 12.

VIENNE : M.C., 50. Mousset C., 10. Lebrun J.P., 10. Viollet Cl., 20.

CRAMIF : Patrick Girard, 50. F.J., 10. H.T., 10. A.R., 10. Léa Resehaud, 50. R.T., 1.000. Giles Flores, 200. Jean-Claude Boufflet, 100. M. Podgorny, 200. Patrick Bastier, 20. Patrice Aufrere, 20. Alphonse, 50. P. Rouveau, 10. Claire Boussin, 15. Pour la sincérité d'Arlette, 10. Kebe Richard, 50.

C.G.C.T. PARIS : Huet Daniel, 20. Cheype Jean-Pierre, 20. Anonyme, 10. Demeuri, 10. Michel, 10. Marie-France, 50. Pierre, 10. Derrer, 10. Mazurier, 10. Pommelec, 10. Descottes, 20. Kwiatek Micheline, 10. Thominot, 10. Lerouzi, 10. Anonyme, 50. Roberte, 30. Anonyme, 10.

REGION PARISIENNE : Bard Josette, 20. Baetens Sarah, 20. Bourdon Jacques, 20. Delvoye Guy, 70. Baritaud Sylvie, 70. Elie, 12. Michèle, 10. Sylvie, 5. Lucien, 10. X, 100. Eliane Pett, 100. Institutrice écœurée et boutonneuse, 20. Mme Tellet, 100. Mariane, institutrice, 20. Lolo et Popo pour LO, 10. Martine d'Aulnay, 50. Gugus, Versailles, 10. Alphonse, Versailles, 10. Destève, 10. Godard, 10. Villeriot, 100. François, 20. Rachid, 50. Signier, 20.

COLLECTE CHAUSSON VILLENEUVE : 130.

CHAUSSON GENNEVILLIERS : Philippe, 50. Patrick, 25. Bernard, 10. M.K., 20. Un travailleur marocain qui aime bien Arlette, 15. Claude et Claudine Fleurot-Labro, 50. Christian Humblot, 50. Un sympathisant, 40. Un cariste, 15. Un OS, 20. Jean et Monique Cauchefer, 30. Aouka, 5.

PARIS : Nelly Royant, 400. Anonyme, 100. Anonyme, 100. Remi, 50. Comin, 50. Gimenez, 100. Konig, 100. Le Pichon, 50. Rampoux, 100. Salako, 60. Thérèse, 500. Cantallippi, 70. Devienne, 100. Yves, 50. Un travailleur, 500. Lycéen, 10. Michel Hascoet, 10. Un travailleur immigré, 10. P. Privarel, 10. Peyre-

(Suite page 16)

ARLETTE LAGUILLER SUR LES ONDES

A « France-Inter », mardi 21 avril :

LE PROGRÈS SCIENTIFIQUE DOIT ÊTRE AU SERVICE DES HOMMES, ET NON DES TRUSTS

« De nos jours, on nous dit que la technique réalise l'impossible, qu'on pourra bientôt explorer l'espace, passer des week-ends sur la lune, visiter les planètes.

Oui, très bien ! Peut-être ! A condition que l'espace ne soit pas le théâtre, sinon l'enjeu, d'une nouvelle course aux armements.

Car le progrès, l'extraordinaire progrès scientifique, permet à quelques hommes d'échapper à la Terre. Mais ne permet pas à l'immense majorité d'échapper à une société follement menaçante et terriblement injuste.

Parce qu'enfin, c'est la même époque qui voit l'envol des satellites et l'épouvantable famine du Sahel !

Est-il juste, est-il normal que les tuyères de la navette spatiale américaine brûlent des millions de dollars, des milliards en francs en quelques dizaines de secondes, tandis que des millions d'être humains meurent de sous-alimentation, de maladies, de carences diverses, pendant que la navette spatiale fait 36 fois le tour de la Terre et passe et repasse au-dessus de leurs têtes ?

Pourtant, grâce au développement des moyens de communication, ces êtres humains sont à quelques heures de nous !

De temps en temps, à la télévision, un reportage plus insoutenable que les autres nous montre ces enfants nus, couverts de mouches, au ventre distendu et aux yeux immenses, qui meurent sous nos yeux sans un mot, sans une plainte.

Et on ose parler de progrès ?

Bien sûr, il y a toujours eu des famines et des épidémies !

Mais aujourd'hui que la science nous ouvre tellement de possibilités, que les communications sont si rapides et si efficaces, pourquoi cette impuissance ?

Serait-on incapable de trouver l'eau dans le sous-sol du Sahel ? De débarquer les vivres, que nous avons en excès, pour nourrir les affamés ? Est-ce qu'on manquerait de moyens de transport ? De bras pour les aider ?

Pourtant, en quelques heures, des avions sont capables de transporter des soldats, avec tout leur équipement, à 3 000 kilomètres de leur base.

En quelques heures, on peut construire des aérodromes de fortune, des ponts provisoires, des armées entières peuvent accéder à n'importe quel point du monde.

Mais cela, on sait le faire et on le fait pour la guerre, mais pas pour les besoins des hommes.

Alors, qu'est-ce qui ne va pas ? Pourquoi les hommes du XX^{e} siècle, avec toute leur intelligence, et leur savoir, et leurs techniques, laissent-ils dans la détresse les deux tiers de l'humanité ?

Eh bien, ce qui ne va pas, c'est que ceux qui commandent, ceux qui dirigent, dans les grands pays industriels, ne sont pas des gens comme vous et moi.

Les gens qui dirigent la société, les responsables de la folie de la société actuelle, ce sont les propriétaires de ces immenses empires industriels, de la chimie, de l'électronique, du pétrole, de l'acier et de l'automobile.

Et ces grands empires, ces trusts, ces sociétés multinationales, couvrent toute la terre et leur seule logique est le profit.

Il faut que leurs investissements rapportent, que l'argent ramène de l'argent ; il faut qu'elles produisent, il faut qu'elles vendent.

Il faut qu'elles fassent mieux que leurs concurrents. Et c'est la guerre économique : les aciers japonais contre les aciers européens, le charbon belge contre le charbon français, les textiles d'Orient contre les textiles d'ici, qui fait que dans chaque pays les industries se modernisent pour produire toujours plus sans savoir à qui elles vont vendre, accumulant d'un côté le chômage, de l'autre le stock d'invendus.

Et, comme on ne produit que pour vendre avec profit, on ne produit que pour ceux qui ont un pouvoir d'achat suffisant. Et pour ceux-là, on produit même des choses inutiles. On crée des besoins, des habitudes. On appelle cela la société de consommation. Mais c'est une société stupide.

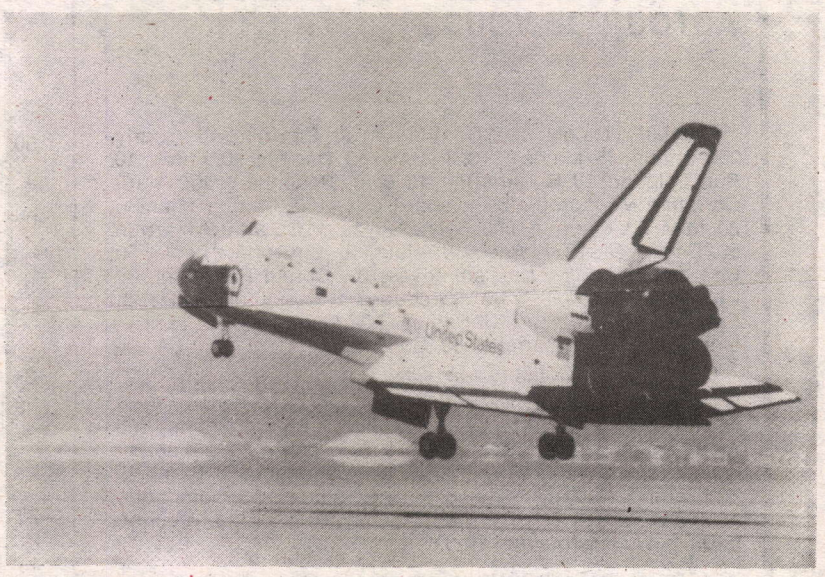
N'est-il pas stupide, par exemple, de construire toutes ces résidences secondaires qui bétonnent la Côte d'Azur et qui ne sont occupées qu'un ou deux mois sur douze, alors qu'il y a tant de mal-logés ? Alors que les victimes du tremblement de terre en Italie du Sud ou d'El Asnam vivent toujours dans des roulottes et des campements provisoires ?

N'est-il pas stupide de faire venir des ananas d'Afrique, des asperges du Mexique, pays qui connaissent la sous-alimentation, dans le même temps qu'on jette à la décharge, après les avoir dénaturés, des milliers de tonnes de pommes de terre, de choux-fleurs et de tomates, la production des paysans d'ici ?

Alors que chacun de nous connaît des familles dans le besoin, des retraités dont le budget devrait faire honte au gouvernement de ce pays, et qui n'ont pas les moyens d'acheter le lait, les légumes ou les fruits qui seraient nécessaires à leur alimentation ?

Aujourd'hui, si l'on produisait pour satisfaire les besoins des hommes plutôt qu'en fonction de la concurrence, on pourrait utiliser les bras et les cerveaux de tous les hommes qui cherchent du travail, ici ou ailleurs, et on pourrait tous travailler moins dur, et la collectivité humaine pourrait vivre mieux.

Il faudrait, pour cela, remettre l'économie sur ses pieds, la remettre au service des hommes, et pas du capital.



La navette spatiale américaine. L'espace, enjeu de la course aux armements.

De plus, cette société folle et injuste, commandée par une poignée d'exploiteurs, c'est aussi une poudrière. Le monde a connu deux guerres mondiales en un demi-siècle, et les grands de ce monde préparent la troisième, méthodiquement, systématiquement. Une immense partie des richesses produites par le travail des hommes est ainsi détournée pour être stockée dans les silos des missiles nucléaires, dans les bases de sous-marins atomiques, dans les satellites espions, dans tout l'arsenal accumulé sur la Terre et qui, un jour, risque d'anéantir la planète.

Avec tout l'argent consommé en dépenses militaires dans tous les pays du monde, il y aurait largement de quoi faire disparaître la misère et la sous-alimentation du Tiers Monde, comme de nos pays dits développés.

Alors, dire qu'il faut changer cela, dire qu'il faut restituer à la communauté des hommes les biens et les immenses possibilités de production, accaparés par une minorité, ce n'est pas du rêve : c'est une nécessité, c'est une urgence.

Cela s'appelle aussi le socialisme, c'est-à-dire la mise en commun de tout ce que la Terre et le cerveau des hommes peut produire et inventer, pour le bien-être de tous.

Cela n'a rien à voir avec ce qui existe en URSS ou dans les démocraties populaires, ces dictatures bureaucratiques, qui font tant de mal à la cause des opprimés en offrant une image repoussante du socialisme.

Cela n'a rien à voir non plus avec la gestion servile des intérêts des possédants que nous propose Mitterrand, qui n'est socialiste que par tactique électorale.

Le socialisme, c'est autre chose. C'est d'abord une immense solidarité entre les hommes, c'est le respect de tout individu, quelles que soient sa race, la couleur de sa peau, la nature de son travail et, bien sûr, l'épaisseur de son porte-monnaie. »

lentielles

A la télévision, mercredi 22 avril :

LA DÉMOCRATIE, CE SERAIT LA PARTICIPATION DE TOUS AUX AFFAIRES PUBLIQUES

« L'Etat pourrait être à la fois bon marché et plus démocratique, car les deux sont liés.

Si les fonctions administratives étaient vraiment des fonctions utiles à la population, la plupart pourraient être décentralisées, et alors exercées par les citoyens eux-mêmes, à tour de rôle et le plus souvent bénévolement.

Dans les villages, les affaires publiques sont bien réglées par des élus locaux municipaux, qui ne tirent aucun avantage financier de leurs fonctions. Pourquoi ne pas leur confier plus de pouvoirs, au lieu que toutes leurs discussions et leurs décisions soient rediscutées par l'administration, et le plus souvent remises en cause par les préfets ?

On pourrait, en décentralisant, faire l'économie des préfets. Et ce serait à la fois plus démocratique et moins coûteux.

Pourquoi donc le droit de décider devrait-il toujours être délégué à une caste de politiciens professionnels qui, même lorsqu'ils sont élus, ne sont ni révocables ni contrôlables pendant les cinq ou sept ans de leur mandat et, à plus forte raison, à une caste de hauts fonctionnaires, d'énarques et de polytechniciens en tous genres qui, eux, ne sont jamais élus par personne, et même jamais connus de la population à la place de laquelle ils décident ?

Gérer démocratiquement les affaires ne devrait pas poser de problèmes techniques, à l'ère de l'ordinateur et de la télé-transmission.

Avec les ordinateurs, demain, un préfet ou n'importe quel policier pourra instantanément tout savoir d'un citoyen. Mais pourquoi donc le citoyen ne pourrait pas tout savoir des affaires de l'Etat ? Pourquoi l'opinion des citoyens ne pourrait-elle pas être prise en compte sur toutes les questions qui les concernent, aussi bien localement que sur les grands problèmes nationaux, comme l'utilisation du budget de la collectivité par exemple ?

L'ordinateur, qui menace aujourd'hui la liberté des citoyens, pourrait au contraire leur donner le moyen d'être partie prenante dans toutes les décisions.

Car ce sont les hommes au pouvoir qui utilisent les ordinateurs à sens unique.

Et la justice, rendue aujourd'hui par un corps de magistrats professionnels, pourrait être rendue, et à tous les niveaux, par des citoyens élus à cet effet.

Et même s'il y avait des injustices commises, elles ne seraient pas toujours, comme maintenant, au détriment des plus pauvres.

Est-ce que, par exemple, les tribunaux de Prud'hommes sont plus injustes que les autres ? Non, au contraire !

Les principales tâches de la police, celles qui concernent le service du public, la protection des personnes et de leurs biens, pourraient parfaitement être assurées par la population elle-même.

Dans des petits villages, les sapeurs-pompiers sont des habitants, volontaires, organisés pour lutter contre l'incendie. Alors pourquoi, dans les quartiers et les villages, les habitants ne pourraient-ils pas organiser leur propre défense collective contre l'insécurité ?

Les quelques tâches techniques qu'il faut accomplir en permanence, les responsabilités des commissaires par exemple, pourraient être assumées par des gens élus par la population concernée, au lieu d'être désignés par une bureaucratie qui échappe à tout contrôle.

Seulement, évidemment, une population armée, entraînée, organisée, consciente de sa force et de sa sécurité, c'est ce que les possédants et ceux qui les servent craignent le plus. Parce que, le jour où il y aurait une expulsion injuste, une expropriation abusive, la population pourrait s'y opposer, et il deviendrait très difficile, voire impossible, de gouverner contre une population délivrée de la crainte, sûre d'elle-même et de sa force.

Assurer à tour de rôle les tâches de police et les fonctions administratives indispensables demanderait du temps aux citoyens ? Peut-être, mais pas plus que ce qu'on demande aujourd'hui aux jeunes gens, obligés de perdre inutilement un an de leur existence au service militaire, ce qui revient à une semaine par an pendant 50 ans.

Si chacun, hommes et femmes, jeunes et vieux, consacrait une semaine par an, à tour de rôle, au service de la collectivité, cela serait bien plus utile, bien plus démocratique, et infiniment moins coûteux.

Oui, je suis pour une démocratie qui ne soit pas un simple paravent pour masquer le pouvoir des riches. Oui, je suis pour une démocratie qui n'oppose pas ceux qui décident à ceux qui exécutent ; pour une démocratie où aucune fonction, et surtout pas celles qui permettent d'empiéter sur la liberté d'autrui, ne pourrait être réservée à une caste de professionnels ; une démocratie où personne ne s'autoriserait à brimer ou à exclure la minorité ; où au contraire, toutes les idées, toutes les différences, toutes les cultures, toutes les façons de vivre auraient droit de cité.

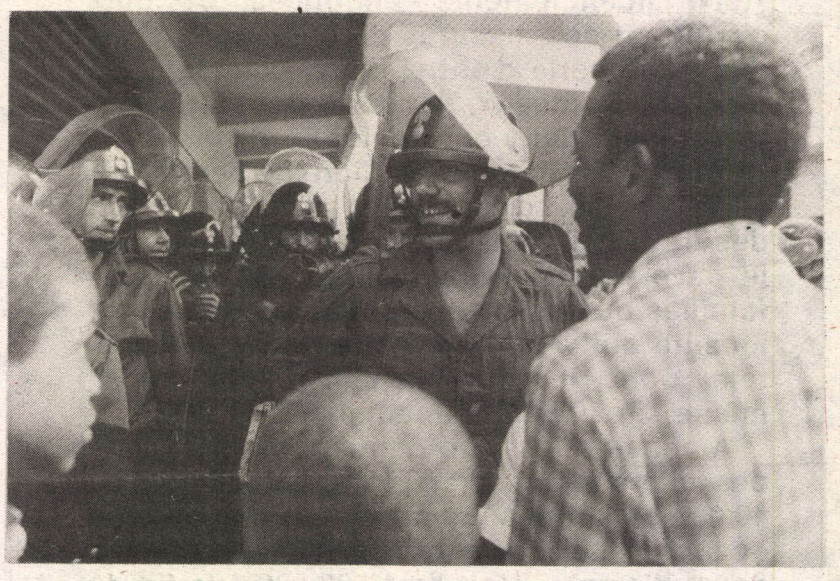
Mais cette démocratie-là, les élections actuelles ne peuvent pas la donner. Car le choix que l'on nous propose ne porte sur rien d'essentiel.

Il porte seulement sur le nom de l'homme au service des puissants qui, pendant les sept ans à venir, nous mentira de son palais de l'Elysée.

Alors au moins, Travailleuses, Travailleurs, servez-vous du premier tour pour dire, en votant pour la seule candidate qui soit une travailleuse, de quelle démocratie vous êtes partisans ».

A « France-Inter », mercredi 22 avril :

A BAS L'OPPRESSION COLONIALE !



Lors d'une visite de Giscard d'Estaing aux Antilles en décembre 1974, le visage de l'oppression coloniale.

« Je voudrais parler ici des peuples dont l'oppression par l'Etat centralisateur est d'autant plus absurde et révoltante qu'ils vivent à 7 000 ou 10 000 kilomètres d'ici, les uns de l'autre côté de l'Atlantique, d'autres sur les bords de l'océan Indien, ou encore au milieu de l'océan Pacifique.

La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, comme la Réunion, la Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie dite française, ne s'appellent plus des colonies aujourd'hui. On les appelle des départements ou des territoires d'outre-mer.

Je suis pour qu'existent des liens fraternels entre tous les peuples, et je pense que l'avenir, c'est la suppression de toutes les frontières et la république universelle de tous les êtres humains.

Mais je suis contre les liens basés sur l'oppression, basés sur l'inégalité. Et les liens avec les peuples que j'ai cités sont de tels liens.

L'oppression est peut-être plus paternaliste aujourd'hui et les inégalités moins visibles qu'à l'époque où on avait imposé à ces peuples, dans le sang, dans la violence et par la servitude, la loi de la France, c'est-à-dire en réalité la loi de quelques grandes familles bourgeoises.

Mais ces pays sont toujours pillés de leurs richesses naturelles et on refuse toujours à leurs habitants le droit de gérer eux-mêmes leurs propres affaires. Les libertés démocratiques y sont toujours bafouées, les élections notoirement truquées et, quand on y est ouvrier et que l'on se révolte, on y meurt encore sous les balles des forces de répression.

Oh, avec leur carte d'identité française, les habitants des départements d'outre-mer ont le droit de venir s'installer en métropole, tout comme ceux de la métropole peuvent aller s'installer là-bas.

Mais la balance n'est pas égale !

Ceux qui s'expatrient de chez eux, là-bas, le font parce qu'ils sont chassés par le chômage, chassés par la pauvreté, pour devenir ici fille de salle, bonne ou facteur. Et ici, parce que leur peau est noire, ils sont en butte au racisme, ouvert ou insidieux, et risquent, au fur et à mesure que la crise s'accroît, de l'être de plus en plus.

Par contre, les métropolitains qui vont là-bas, de plus en plus nombreux, y vont par choix, pour commander ou pour faire fortune, pour devenir ouvrier qualifié ou cadre, patron, magistrat ou officier.

Et bientôt, si ces transferts de population continuent, les habitants de ces pays se retrouveront minoritaires et étrangers dans leur propre pays, tandis qu'ici, en métropole, ils seront traités en immigrés.

A l'inverse, les métropolitains qui partent là-bas seront, parce que blancs, traités en privilégiés. Et c'est ce racisme institutionnel que l'Etat protège.

Est-ce que le peuple français est informé qu'en son nom on détient emprisonnés, ici, à Paris, des Guyanais, des Polynésiens et des Guadeloupéens qui se sont élevés, comme ils ont pu, contre cette oppression ? »

Du personnel pour les hôpitaux !

Les services de réanimation des hôpitaux lyonnais en grève : « Réanimez les Réa ! »

Le personnel du Centre des insuffisants Respiratoires de l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, a rejoint jeudi 16 avril les services d'urgence des autres hôpitaux lyonnais déjà en grève depuis le début du mois.

La grève est très bien suivie, surtout chez le personnel infirmier, puisqu'il y a jusqu'à 90 % de grévistes. Un service de sécurité minimum est assuré et ce sont les grévistes elles-mêmes qui se sont organisées pour faire les roulements du personnel. L'effectif est alors le même que celui du dimanche.

Des affiches avec les revendications et des banderoles avertissent les familles des malades de ce qui se passe. Il est prévu de leur faire signer une pétition.

Les revendications portent surtout sur les effectifs qui sont nettement insuffisants, car le service n'a pas officiellement le statut de service de réanimation. Mais quand il s'agit de faire payer les malades, là le prix de journée est bien celui de la réanimation : plus de 2.000 F/jour.

Le personnel demande aussi 5 jours de congés supplémentaires, accordés dans les services de soins intensifs, et l'obtention de la prime de réanimation, qui est de 7 F 50 par jour.

Une délégation de la Croix-Rousse a déjà été reçue par le directeur de l'hôpital qui a trouvé...irréaliste de demander du personnel en ces temps de crise ! Alors qu'il y a près de 2 millions de chômeurs !

Une délégation de tous les services en grève a été reçue à la Préfecture et auprès du directeur général des Hospices civils de Lyon (HCL). Une assemblée générale de soutien a été organisée à l'hôpital.

La grève a été votée jusqu'au 24 avril et les grévistes sont bien déterminées à obtenir plus que de vagues promesses.

Correspondant LO

Le centre des insuffisants respiratoires en grève à l'hôpital de la Croix-Rousse à Lyon.

PAS DE TRÊVE ÉLECTORALE POUR LA CRISE

En effet, si les mesures affectant des grandes entreprises comme RVI ont été annoncées avant le commencement de la campagne électorale officielle, les licenciements ne s'en sont pas moins poursuivis régulièrement au cours de ces dernières semaines, de façon moins spectaculaire, mais dans la plupart des régions et dans un grand nombre de petites villes. Nous en publions ci-dessous un bilan éloquent, établi à partir des informations données dans L'Humanité **et** Les liaisons sociales, **pour la période du 11 mars au 22 avril.**

Soit, sur 6 semaines, un total d'au moins 7.900 licenciements annoncés. A quoi s'ajoutent des mesures de chômage partiel dans une série d'entreprises, comme Sacilor, Ford Bordeaux, Peugeot, Renault, Chaffoteaux et Maury ou Richier Ford...

Tout cela atteint un nombre de personnes considérable, directement lorsqu'il s'agit des travailleurs ou des travailleuses mis sur le pavé, indirectement au travers de leurs familles ou des petits commerçants de leur localité qui voient se restreindre leur clientèle, donc leur gagne-pain à eux aussi, même si c'est dans une moindre mesure.

A chacun des cinq derniers mois, la liste des demandeurs d'emploi s'est accrue de 40.000 personnes. En mars, elle a augmenté de 57.000. Le chiffre total officiel des demandeurs d'emploi était de 1.663.000 à la fin du mois de mars (chiffre en données corrigées des variations saisonnières). Cela représente une augmentation, sur l'année écoulée, de 17,5 % du nombre des chômeurs officiellement reconnus comme tels. Autant dire que c'est un chiffre tournant autour des deux millions qui correspond à la réalité du chômage actuellement en France.

Mais cette réalité, ce ne sont, d'après Giscard, que les fondations de la maison qu'il bâtit. Souhaitons que les travailleurs ne lui laissent pas le loisir de mettre le bouquet de fleurs sur le toit !

11/3 : à RVI (ex-Berliet Lyon), la direction annonce 3.600 licenciements d'ici à 1984, dont 2.000 d'ici 1982. Mise à la porte de l'essentiel des travailleurs qui partent en pré-retraite, et embauche de...950 jeunes.

RVI à Vénissieux.

13/3 : 292 emplois de supprimés par la fermeture d'un atelier à APC Toulouse.

14/3 : Chômage technique d'une semaine en avril à Sacilor et annonce de 1.300 à 1.500 suppressions d'emplois

— Chômage technique à Ford France (Bordeaux) du 23/3 au 18/4.

16/3 : 20 jours de chômage technique pour les 200 salariés de l'entreprise Eaton.

— 140 licenciements à la Bonneterie Lama dans son usine de Valboré (Territoire-de-Belfort) et 25 dans son usine d'Ingersheim (Haut-Rhin.

— 350 salariés licenciés à la Roche-sur-Yon (Vendée) : dépôt de bilan.

17/3 : 113 ouvriers licenciés à Doullens (Somme) dans le groupe Empain.

19/3 : 50 ouvriers de la société Chantigal (Châteaulin-Finistère), licenciés sans le savoir : la porte de l'usine était fermée le 16/3 sans qu'ils en aient été informés.

20/3 : Les frères Willot viennent de supprimer 188 emplois dans leurs usines de textiles des Vosges.

25/3 : Liquidation de biens de l'imprimerie Draeger à Montrouge — 313 salariés.

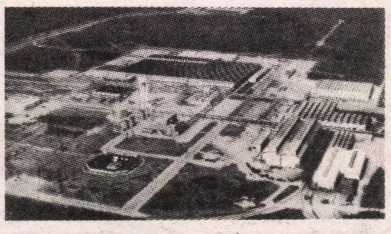
27/3 : 181 licenciements annoncés à Clémançon (Paris) et 56 à Clémançon (Sablé).

— 120 travailleurs licenciés dans le Nord, à Marcq-en-Bareul, dans l'entreprise de chaussure Lannoy.

28/3 : 470 licenciements annoncés dans le Maine-et-Loire : 300 pour l'usine Thomson-Brandt d'Angers pour le 2ème semestre 1981, et 170 pour la société Maugelec.

30/3 : Thecla (sous-traitance automobile) à Delle (Territoire-de-Belfort) a annoncé le licenciement de 67 de ses 800 salariés.

2/4 : Peugeot Mulhouse : 2.500 ouvriers des unités mécaniques seront au **chômage technique** les 16 et 30 avril.



Peugeot à Mulhouse.

— Citroën Mulhouse : 980 ouvriers au **chômage technique** les 3 et 30 avril.

— Peugeot Sochaux : 18.200 ouvriers sur 33.500 chômage partiel pendant 6 jours.

6/4 : 4ème charrette de licenciements à EFA de Nice où 36 suppressions d'emploi sont annoncées.

8/4 : Chez Leroy (Ponthierry — Seine-et-Marne) la direction a l'intention d'annoncer la suppression de 200 emplois. Personnel en grève depuis 10 jours.

— Chez Turquetil (Val-de-Marne), 71 licenciements sur 193 salariés.

— Aciers et Outillages Peugeot : 235 suppressions d'emplois. Selon la direction, 183 seraient supprimés dans les usines du Doubs et 48 dans la région parisienne.

9/4 : Rexon (métallurgie) à Massy (Essonne) : 48 travailleurs sur 118 ont été licenciés après le dépôt de bilan. Les travailleurs occupent l'entreprise depuis le 1/3. Entreprise sous-traitante de Renault.

15/4 : 56 licenciements chez Stratal SA matières plastiques (Haut-Rhin).

— 90 à la filature Motte-Bossut (Roubaix) qui va fermer.

— 27 à la SOCOMEL de Quimperlé (Finistère), où les ouvriers occupent l'usine pour obtenir le paiement des indemnités de licenciement.

16/4 : Chaffoteaux et Maury (Saint-Brieuc) : 1.400 salariés sur 2.000 mis en chômage technique les premières semaines de mai et juin.

Renault : chômage technique à Flins du 9/4 au 21/4 ; à Billancourt du 9 au 17/4.

Renault à Billancourt.

18/4 : L'usine Richier-Ford (Charleville-Mézières) ne fournit plus, aux 350 ouvriers de la production, que 6 à 8 jours de travail par mois. Cela depuis septembre dernier. Pour chaque heure chômée, ils percevaient 50 % de leur tarif horaire habituel. Cependant, au-delà de 400 heures de chômage forcé, ils perdent toute indemnité.

22/4 : Fermeture de l'usine Supemec (Juvisy) décidée jeudi dernier 16/4, les salariés occupent leurs locaux depuis le 21/4.

Voilà qui promet pour l'avenir quand, les élections passées, les patrons se sentiront les mains libres.

Dans notre courrier

LE TRAVAIL A DOMICILE : L'AVENIR SELON STOLÉRU

« En qualité de lecteur de ***Lutte Ouvrière,*** *je profite de l'élection présidentielle pour vous adresser cette lettre.*

Je souhaiterais qu'Arlette Laguiller, au cours de ses interventions à la radio et à la télévision, n'oublie pas de mentionner la catégorie de travailleurs la plus exploitée. Car, si le SMIC est peu élevé, il faut savoir que les travailleurs à domicile (hommes et femmes) sont obligés de travailler comme des bêtes de somme pour un salaire de misère.

Il y a des travailleurs qui sont payés à un tarif horaire d'environ la moitié du SMIC — sans aucun avantage social. La garantie de l'emploi consiste à être privé de celui-ci à tout moment. (...)

Il n'y a même pas une convention nationale. (...)

Ma compagne, qui travaille en qualité de travailleur à domicile pour une usine de fabrique de meubles du Lot, est rétribuée dans les conditions suivantes : 36,88 F (salaire brut) pour le cannage d'un siège de chaise, à la date du 31 mars 1981.

Ma compagne possède une lettre de la direction du travail et de la main-d'œuvre du département du Lot, qui évalue la durée moyenne pour effectuer le cannage d'un siège de 3 heures et demie à 4 heures et demie. Il faut préciser que ce temps fixé est souvent dépassé, du fait de la mauvaise qualité de la canne.

Voyez à quel taux horaire ce travail est payé. La feuille de paie qui est remise chaque fin de mois ne mentionne pas la quantité de sièges cannés par le travailleur à domicile, mais une somme globale.

A cela, il y a un certain nombre de retenues. Voyez ce qui reste... Après ça, on vient nous dire que l'on s'intéresse aux plus défavorisés. J'ajouterai encore qu'au moment de la retraite, ces retenues n'apporteront en définitive rien.

Si un jour vous avez l'occasion de passer dans le Lot et de venir nous rendre visite, nous pourrons en parler plus en détail.

Dans l'espoir qu'Arlette Laguiller n'oubliera pas cette catégorie de travailleurs.

Avec ma meilleure sympathie, je vous remercie. »

M.T., Douelle (Lot)

Lionel Stoléru, le secrétaire d'Etat, a osé déclarer il y a dix jours, en pleine campagne électorale, que « l'avenir du travail, ce n'était pas un emploi à 40 heures pour tous », **mais par exemple le travail à domicile. La lettre de notre lecteur en dit long sur l'avenir que rêvent pour nous ceux qui nous gouvernent. A l'heure actuelle, il y a environ 40.000 travailleurs à domicile (essentiellement des femmes) et le gouvernement, répondant aux vœux des industriels, voudrait voir leur nombre multiplié par dix.**

Il faut dire que les patrons y trouvent, eux, un sacré avantage. Selon un rapport officiel, le salaire du travailleur à domicile est en moyenne inférieur de 20 % à celui d'un salarié dans un atelier. La plupart ne dépassent guère le SMIC. Et la lettre de notre lecteur nous montre que la réalité est encore pire. Les travailleurs à domicile ne bénéficient pas de bon nombre d'accords ou conditions s'appliquant aux autres travailleurs. En 1964, par exemple, ils restaient exclus du bénéfice des retraites complémentaires. Plus récemment, en 1977, ils étaient exclus de l'accord relatif à la généralisation de la mensualisation.

Ce n'est pas tout. Il faut aussi parler des journées qu'il faut réaliser pour avoir des salaires de misère. Des journées qui en réalité atteignent 10 heures, voire 12 heures et plus de travail. Car le travail se fait à façon et le salaire est établi à la pièce ; aussi faut-il réaliser beaucoup de pièces pour faire sa journée. De plus, sur le travail, il faut retirer les frais qui ne sont que très partiellement indemnisés par les patrons, concernant les locaux et leur entretien, l'électricité, les machines et les accessoires ou matériaux divers. En outre, le travail arrive à un rythme irrégulier selon les saisons et les carnets de commandes des patrons. Souvent livré au dernier moment, il faut alors faire vite, allonger la journée de travail ; et dans la famille tout le monde se met à l'ouvrage quand c'est possible. Les enfants, les grands-pères, les grands-mères secondent pour les menus travaux. Ainsi, pour un même salaire, il n'est pas rare que ce soient plusieurs membres de la famille qui travaillent. Souvent les femmes travaillent avec leur mari (ou l'inverse), mais dans ce cas elles ne bénéficient d'aucune protection concernant la Sécurité sociale, la retraite, le chômage, car elles ne sont pas déclarées.

Voilà ce que Stoléru ose présenter comme un moyen de « rendre les Français propriétaires de la France », **puisque ces salariés achèteraient leurs outils de travail ! Le cynisme de ces gens-là n'a pas de bornes.**

Le secrétaire d'Etat a même cru bon de préciser, dans une conférence de presse à ce sujet, le 10 avril dernier qu'il était « impensable que les travailleurs à domicile bénéficient d'allocations chômage, car cela conduirait à des abus-cocasses ».

Cocasse ? Bien sombre, plutôt, l'avenir qu'ils nous mijotent, si nous laissons faire, digne des conditions de travail d'il y a un siècle.

Plus il y a de pauvres, plus les riches mentent !

La direction de l'Emploi et des affaires sociales de la commission des Communautés européennes. a commandé fin 1978 à chaque Etat membre un rapport sur la misère dans leur pays respectif.

D'après ce rapport, la CEE compte 30 millions de pauvres !

Dans huit pays de la CEE, ces rapports ont été rendus publics. En France, il ne l'est pas, pour l'instant. Il le sera, paraît-il, plus tard : élection oblige, diraient certaines mauvaises langues.

Mais **Le Monde** du 17 avril et d'autres quotidiens en ont fait un compte rendu. Le rapport français se refuse à chiffrer le nombre de pauvres, contrairement aux autres pays de la CEE.

Mais on y apprend tout de même que, **« depuis juillet 1978, la proportion des smicards s'accroît dans toutes les branches ».** Cette proportion est passée de 33,5 % en 1978 à 38,6 % en 1979 dans le secteur hygiène, de 10 à 12 % dans la restauration, par exemple.

Le même rapport montre que 5.010.000 logements sont jugés **« inconfortables »** et que, parmi ces logements, 3.150.000 n'ont **« au plus que l'eau courante ».**

Le rapport révèle en outre que la situation des chômeurs s'est aggravée, puisque 30,8 % sont au chômage depuis plus d'un an, contre 19,3 % en 1974.

Le gouvernement Giscard a d'ailleurs contribué à accroître la pauvreté, en supprimant les allocations chômage et la Sécurité sociale aux chômeurs de longue durée, ce qui a eu pour effet de mettre dans une situation désespérée des milliers de travailleurs.

Tout cela ne l'a pas empêché de déclarer à la télévision que **« nous sommes donc bien dans une période de resserrement des inégalités »...**

Marielle LEMONNIER

La pêche en mer pour faire de la farine !

Ce n'est pas de la confiture qu'on donnera aux cochons, mais du poisson... 130 tonnes de poisson ont été réduites la semaine dernière en farine destinée à l'alimentation des porcs et des volailles. Pendant plusieurs jours, les négociants et grossistes des ports de Lorient, Concarneau, Douarnenez, ont refusé d'acheter et d'acheminer la pêche. Pour eux, qui calculent en termes de rentabilité de frais de transport et de manutention, il n'était pas rentable de commercialiser ce poisson. Tant pis pour le travail et la peine de milliers de pêcheurs qui ont dû vendre le produit de leur pêche jusqu'au tiers de leur prix de la semaine précédente. Tant pis pour les millions de consommateurs qui trouvaient en ville le poisson à des prix toujours aussi élevés, concurrençant souvent le prix de la viande. Résultat : en un seul jour à Concarneau, c'est l'équivalent de 200.000 repas qui ont été détruits, soit le ravitaillement d'une grande ville, sacrifié aux critères de rentabilité d'une poignée de négociants et grossistes...

Le travail et la peine de milliers de pêcheurs sacrifiés.
(Photo NORMA)

N.M

LIBAN

Les calculs meurtriers des dirigeants israéliens et de l'impérialisme

Affrontements armés et ombardements continuent e plus belle au Liban. Aux ffrontements entre chré- ens phalangistes et armée yrienne dans le nord du ays, s'ajoute maintenant intervention israélienne ans le sud. L'armée israé- enne, s'appuyant sur les ilices libanaises de Saad addad qui tiennent extrême-sud, a notamment ombardé les villes de Tyr et e Saïda, qui font partie de la one dite « palestino- rogressiste » du Sud-Liban.

Certes, l'alliance entre raël et l'extrême-droite hrétienne du Liban n'est as chose nouvelle. C'est ême à cause de cette lliance que l'armée syrienne herche à s'opposer à tout nforcement des milices hrétiennes et à toute exten- ion de la zone qu'elles tien- ent. Mais que cherche Israël ujourd'hui en bombardant le ud-Liban ? Il est clair que les dirigeants israéliens cherchent à souffler sur le feu et à généraliser un peu le conflit qui se déroule au Liban. Ils voudraient bien que la situation dans le pays se débloque à leur profit : c'est-à-dire, par exemple, que la présence syrienne au Liban soit allégée. Cela permettrait d'ouvrir la voie à la reconstitution d'une autorité gouvernementale libanaise, dans laquelle les alliés chrétiens d'Israël domineraient nettement.

C'est pour cette raison qu'Israël intervient maintenant au sud, pour faire en quelque sorte contrepoids à l'intervention syrienne au nord. Ainsi, si un cessez-le-feu intervient, par exemple suite à une médiation des grandes puissances, celles-ci pourraient, d'une façon symétrique, imposer une cessation de l'intervention israélienne au sud et un retrait partiel des forces syriennes au nord. C'est précisément ce que recherchent les Israéliens et la droite chrétienne libanaise.

Ainsi, en lançant leurs bombes sur les populations du sud, les dirigeants israéliens cherchent à provoquer au Liban un « règlement » qui leur soit favorable et qui aboutisse à la création de cet Etat libanais chrétien, allié d'Israël, que les dirigeants syriens cherchent aujourd'hui à empêcher. Ils cherchent à provoquer une intervention impérialiste dans ce sens et à obtenir le retrait des troupes syriennes. Mais c'est justement sur ce point-là qu'ils butent.

Car si la situation est bloquée depuis si longtemps au Liban, c'est justement parce que l'impérialisme américain, protecteur et fournisseur d'Israël et des chrétiens libanais, ne tient pas à les laisser aller jusqu'à la création de cet Etat chrétien qu'ils appellent de leurs vœux. En effet, si un tel Etat se créait, il pourrait faire contre lui l'unité de tous les Etats arabes, si divisés aujourd'hui, et gêner le jeu de l'impérialisme américain qui s'efforce aujourd'hui de s'attacher des régimes arabes « modérés », de l'Egypte à l'Arabie Saoudite.

Les dirigeants américains préfèrent donc largement la continuation de la situation actuelle. L'existence d'Israël et des milices chrétiennes libanaises est pour eux un moyen de pression, un enjeu de négociation avec les autres Etats de la région. C'est notamment un moyen de pression sur la Syrie. La présence israélienne et les milices chrétiennes rappellent à tout moment à celle-ci que son armée est au Liban avec la permission impérialiste et que, après tout, cette permission peut à tout moment être remise en cause.

Mais, pour le moment du moins, les dirigeants américains préfèrent utiliser Israël et les chrétiens libanais comme menace, un peu comme des molosses qu'ils tiendraient en laisse en disant : « Attention ! A tout moment, je peux les lâcher ». Ainsi, l'ordre impérialiste règne au Moyen-Orient. Aux dépens du peuple palestinien et libanais du sud, pris en tenaille entre les forces syriennes, les forces chrétiennes libanaises et les forces israéliennes. Mais aux dépens aussi des peuples qui, comme les chrétiens libanais ou le peuple israélien, croient qu'il est dans leur intérêt de se faire les alliés privilégiés de l'impérialisme et qui lui servent, en tout et pour tout, de chair à canon.

André FRYS

ETATS-UNIS

Mesures d'austérité contre les travailleurs

Reagan, pendant sa campagne électorale, avait promis de résoure le problème du chômage aux USA. Un des axes de sa campagne tait également de réduire le budget de l'Etat.

Les mesures annoncées par le gouvernement américain et rapportées par **Le Figaro** du mardi 21 avril montrent que le plan de Reagan est un plan qui, s'il n'a aucune chance de résoudre le chômage, a outes les chances par contre d'imposer une austérité accrue pour les travailleurs, en même temps qu'il fait des cadeaux aux patrons.

La première mesure proposée consiste à réduire les secours ccordés par le gouvernement à la population pauvre. Elle envisage en ffet la suppression d'un timbre donnant droit à de la nourriture, le foodstamp », ainsi que la distribution de repas dans les écoles et les ides aux étudiants. Il n'y en a pas besoin, a le culot d'argumenter eagan, car **« il y a la charité privée »**.

Son deuxième objectif est de faire travailler les chômeurs dans 'importe quelles conditions, en supprimant le salaire minimum aranti (celui-ci, trop élevé d'après lui, décourageait certains patrons 'embaucher) et en réduisant le système d'assistance sociale.

Le but est, selon les conseillers de Reagan, d' **« inciter et presque orcer les gens à travailler »**, afin que **« les chômeurs acceptent les mplois, même au-dessous de leur qualification, et les salaires, même iminués, qui sont sur le marché du travail »**.

Quand on sait que le salaire minimum garanti est aux Etats-Unis e 2,50 dollars, c'est-à-dire environ 12,50 F de l'heure, on voit que le diminuer, c'est permettre aux patrons d'embaucher à n'importe quel tarif t mettre à leur disposition une main-d'œuvre bon marché.

Par ailleurs, le plan de Reagan s'en prend aux chômeurs. usqu'ici, les chômeurs étaient payés pendant 52 semaines à 65 % de eur salaire. Reagan voudrait faire tomber le nombre de semaines à 20 nviron.

Décidément, les capitalistes de tous les pays ont tous les mêmes èves en cette période de crise économique : se débarrasser des quelues lois sociales qui protégeaient un peu les travailleurs contre la apacité des patrons quand les affaires marchaient, pour imposer à oute la population laborieuse des sacrifices et lui faire payer, à elle eule, la crise.

Laurence VINON

A Atlanta, les policiers rivalisent mais les crimes continuent

A Atlanta, coup sur coup, les corps du 24e et du 25e enfant noir assassiné ont été retrouvés dans la rivière. Cela fait près de deux ans que ces crimes se succèdent avec une régularité effrayante. Et toujours il s'agit d'un de ces enfants déshérités parmi les couches sociales les plus pauvres de cette ville composée en majorité de Noirs.

Les corps d'une vingt-quatrième et d'une vingt-cinquième victime ont été retrouvés à Atlanta dans la rivière Chattahoochee.

(Photo AFP)

Depuis deux ans la police n'a rien trouvé et n'a rien empêché. Cela n'a cependant pas retenu Williams Webster, le chef du FBI, de déclarer la semaine dernière que quatre cas avaient été résolus pour lesquels la responsabilité incombait aux familles des victimes et qu'un suspect avait été identifié pour une douzaine d'autres cas.

En réalité, derrière cette déclaration choquante qui vise à rejeter la responsabilité de ces crimes sur la population elle-même, c'est l'incapacité de la police à protéger la population de ces quartiers pauvres qui éclate au grand jour. Car si le FBI, envoyé en renfort auprès de la police locale par le président Reagan, a suscité quelque espoir parmi les parents habitant cette ville, très vite ils ont pu juger de son inefficacité. Et les commentaires de la presse et des autorités, les explications confuses sur la guerre entre les polices, la rivalité qui régnerait entre les enquêteurs et qui aurait contribué à compliquer encore le mystère de ces meurtres, n'ont certainement pas de quoi calmer l'inquiétude de la population.

Le STOP, l'organisation créée par les mères des enfants tués, ne se fait guère d'illusions et une des militantes a déclaré : **« Si les enfants disparus avaient été les fils ou les filles de Noirs de classe moyenne ou aisée, la police se serait montrée plus empressée »**. Et quelle que soit l'origine de ces crimes, qu'ils soient dictés par le racisme ou la folie, ces femmes ont raison d'accuser.

Car il aura fallu un an pour que la police locale accepte de reconnaître un lien entre les dix premiers crimes. Il aura fallu près de deux ans pour que le gouvernement de Washington fasse un geste en envoyant le FBI.

Alors, bien sûr, empêcher de nouvelles disparitions et de nouveaux crimes, assurer réellement la protection des enfants et des pauvres, c'est encore une autre affaire. Une affaire que la population noire elle-même, organisée et faisant sa propre police, serait certes bien plus apte à résoudre qu'une police conditionnée à la défense de l'ordre des riches contre les pauvres.

Dominique LEGER

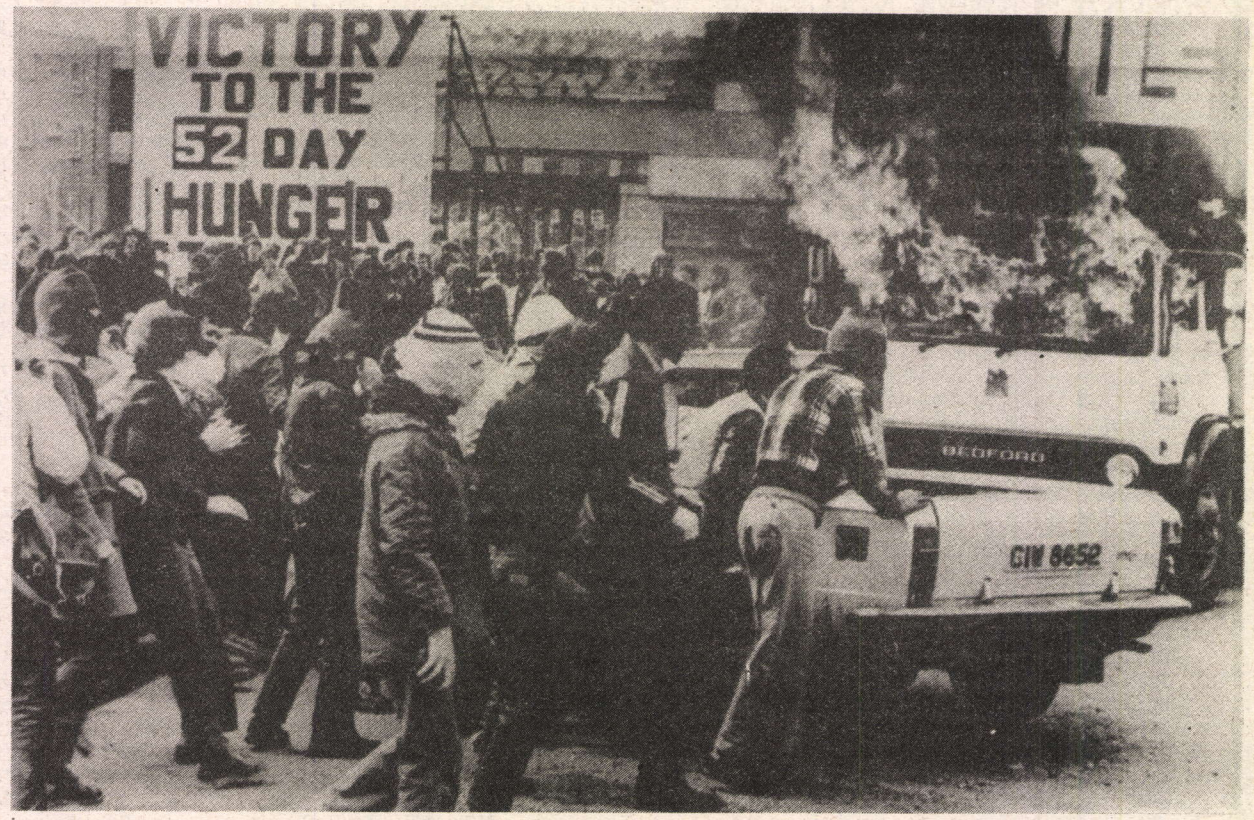
Une intransigeance qui sème la révolte

L'anniversaire du soulèvement républicain de Pâques 1916 en Irlande est marqué chaque année par des manifestations nationalistes en Ulster.

Mais cette année, la situation des militants de l'IRA emprisonnés à Long Kesh, qui en sont à leur 54e jour de grève de la faim, a fait éclater à cette occasion la colère d'une partie de la population, et en particulier des jeunes.

En effet, alors même que les médecins pénitentiaires viennent d'annoncer que la mort de Bobby Sands, l'un des grévistes de la faim de Long Kesh, ne serait plus qu'une question de jours, le gouvernement britannique continue obstinément à refuser d'accéder aux revendications des militants de l'IRA concernant le droit de porter des vêtements civils, le droit de visite, c'est-à-dire en fin de compte le statut de prisonniers politiques. Aux yeux du gouvernement Thatcher, les militants de l'IRA sont des « criminels » et des « assassins ».

Avec une telle politique, le gouvernement Thatcher cherche dans doute à flatter l'opinion publique réactionnaire en Angleterre et à se concilier l'extrême-droite protestante en Irlande du Nord. Mais la population d'Irlande du Nord, elle, a déjà montré dans quel camp elle se place, ne serait-ce qu'en élisant dernièrement Bobby Sands au Parlement. Et, au bout du compte, le résultat le plus clair de la politique du gouvernement Thatcher ne peut être que d'exaspérer la colère et la révolte dans la population catholique d'Irlande du Nord. C'est exactement ce que les événements de ces derniers jours viennent de montrer.



Londonderry : émeutes contre l'occupant faisant suite à la mort des deux jeunes écrasés par une Land Rover de l'armée anglaise.

Dès le 17 avril, des manifestations ont éclaté dans les villes d'Irlande du Nord. Et à plusieurs reprises la seule présence de soldats britanniques ou de membres du RUC (la police militaire d'Irlande du Nord) a suffi à provoquer des affrontements. Les manifestations les plus importantes ont eu lieu à Londonderry, ville ouvrière à majorité catholique qui avait été le principal théâtre des émeutes de 1969. Là, depuis une semaine, des centaines, peut-être des milliers de jeunes harcèlent les forces de l'ordre à coups de pierres, de billes d'acier et de cocktails Molotov. Tout autour du quartier catholique de Bogside, des barricades improvisées ont surgi, faites de voitures, de matériaux de construction et de barbelés. Et, comme en 1969, des pancartes indiquent, à côté des barricades, la frontière de la **« zone libre de Derry ».**

D'abord peu visible, l'armée anglaise a fini par intervenir brutalement et en force. Dans la nuit du dimanche au lundi de Pâques, à Londonderry, une Land Rover de l'armée a foncé dans les rangs des manifestants : deux jeunes ont été tués sur le coup. Cela n'a fait qu'attiser la colère des manifestants et, bien après la fin des manifestations anniversaires, les affrontements continuent à se multiplier. Et il est probable qu'avec l'enterrement mercredi des deux jeunes manifestants, le calme ne reviendra pas de sitôt en Irlande du Nord.

Le gouvernement britannique ose parler à ce propos d'exactions des « voyous » de Londonderry. Mais en fait, c'est la colère de la jeunesse, soutenue par toute une partie de la population, qui se manifeste. Car, en maintenant l'occupation militaire de l'Ulster, en condamnant les militants emprisonnés de l'IRA à choisir entre la mort ou la soumission, et en multipliant les actes de répression, le gouvernement Thatcher a transformé l'Irlande du Nord en une véritable poudrière. Et si, pour l'instant, l'explosion n'a pas encore réellement eu lieu, un mauvais coup de plus, par exemple la mort de Bobby Sands, pourrait suffire à la provoquer. Et l'Irlande du Nord pourrait bien connaître une fois de plus, comme dans les années 1970, une véritable guerre civile.

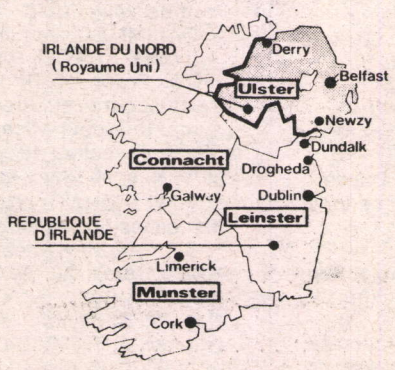
François ROULEAU

Une situation créée par l'impérialisme britannique

Depuis 1969, depuis l'insurrection des quartiers catholiques de Derry et de Belfast, l'Irlande du Nord est en état de siège. L'armée anglaise, relayée depuis quelque temps par la police irlandaise est omniprésente, fouille les passants, arrête, emprisonne. Dans certains quartiers ouvriers catholiques, la guerre est présente à chaque instant : maisons abandonnées, barricades, rues non entretenues, patrouilles militaires, blindés, L'armée britannique, pourtant nombreuse sur place, ne s'aventure cependant que prudemment dans certaines rues. Car les attentats de l'IRA sont fréquents. Et les troupes de choc de l'extrême-droite protestante ne sont pas inactives.

Cette situation de guerre, c'est la Grande-Bretagne qui l'a créée, en agissant en Irlande comme dans la plupart de ses colonies, suivant sa règle fameuse du **« diviser pour régner ».** Elle a créé de toutes pièces les dissensions entre les deux communautés, favorisant l'une par rapport à l'autre : la communauté protestante, composée à l'origine de colons anglais, contre la communauté catholique.

En Irlande, en effet, la Grande-Bretagne implanta ses industries au nord-est du pays, là où se trouvaient les descendants des colons anglais et écossais, tous protestants. La bourgeoisie



protestante favorisa systématiquement les ouvriers protestants au détriment des ouvriers catholiques, développant parmi les premiers un véritable racisme anti-catholique. La partition de l'Irlande en 1921 a séparé l'Irlande du Nord du reste du pays, les protestants majoritaires dans cette région ne voulant pas être intégrés dans un Etat autonome irlandais où ils auraient été minoritaires.

Ce sont donc les catholiques qui se sont retrouvés minoritaires en Ulster, et leur oppression a pu se perpétuer.

Aussi, aujourd'hui, le fossé entre les deux communautés est-il toujours aussi profond. Du côté catholique, le soutien aux militants de l'IRA est indéniable. Les nationalistes de l'IRA apparaissent comme le seul mouvement qui s'oppose radicalement et à la présence des troupes anglaises et à la discrimination dont sont l'objet les catholiques irlandais.

La communauté protestante, elle aussi, est soudée derrière les organisations d'extrême-droite, comme celle que dirige le pasteur Paisley, face aux catholiques, par la crainte de perdre ses quelques privilèges.

L'armée britannique était venue prétendument pour empêcher les heurts entre les deux communautés. En réalité, elle soutient les protestants, qui défendent les intérêts de l'impérialisme britannique. Et elle réprime les catholiques qui se sont révoltés contre leur sort. Et même si la tendance est depuis quelque temps de retirer progressivement des troupes anglaises et de faire assurer de plus en plus le maintien de l'ordre par des forces de police (composées à 90 % de protestants), la Grande-Bretagne n'est pas au-dessus de la mêlée, comme elle voudrait le faire croire. C'est sa politique qui, depuis plus de 12 ans, a ensanglanté l'Irlande du Nord. Et c'est l'ordre de l'impérialisme anglais que les troupes britanniques y maintiennent, contre la majorité de la population.

Cécile BERNIER

La communauté catholique opprimée et réprimée !

La discrimination dont souffrent les travailleurs catholiques se manifeste dans tous les aspects de la vie quotidienne en Irlande du Nord. Moins bien payés, moins qualifiés, ils sont embauchés les derniers, licenciés les premiers. Ce sont eux les plus durement touchés par le chômage. Dans certains quartiers catholiques de Belfast, le taux de chômage atteignait en 1979 jusqu'à 70 % de la population. Et la crise s'est encore aggravée depuis.

On retrouve la même discrimination dans le logement, certaines municipalités refusant même d'allouer aux catholiques des logements construits avec les fonds publics. La discrimination est jusque dans le système éducatif : l'école publique est protestante, avec catéchisme protestant obligatoire.

L'oppression et l'humiliation que subit la classe ouvrière catholique depuis plus de 50 ans suffit à elle seule à expliquer la violence des mouvements et les émeutes fréquentes des quartiers catholiques.

La répression engagée par l'armée britannique contre la population catholique n'a pu endiguer le mouvement de révolte profond qui anime la population ouvrière catholique. Pourtant, depuis 1969, les quartiers catholiques vivent dans un état de siège permanent. Depuis cette date, tous leurs habitants ont eu un parent ou un ami proche qui est passé dans les camps d'internement, ou est encore détenu.

Arrestations arbitraires, tortures, justice expéditive, conditions effroyables d'internement : l'armée anglaise, avec l'aide de la police de l'Ulster, se comporte véritablement comme une armée coloniale en territoire conquis. Pour le gouvernement britannique, les résistants irlandais emprisonnés ne seraient que des « droit commun », des « criminels ». Mais ni par la répression, ni par les calomnies, la Grande-Bretagne n'a réussi à démanteler l'IRA ni à la couper de son soutien populaire.

Souscription (suite)

saubes, 20. Cobb, 100. F. Guignard, 50. Patricia, 100. Langrognat, 10. André, 10. Nicolas Monique, 50. Linc Christian, 10. Delannoy B., 30. Ferjault M., 20. Krasowski, 10. Une sympathisante, 200. Bellance A., 10. Martinez M., 30. Une employée de la CAF, 10. Une A.T.H.Q., 20. Une employée de la CAF, 10. Une employée, 20. Une employée, 10. Une employée, 10. Hanicot, 50. Faïella, 20. Dasiher, 10. Anonyme, 50. André, 10. Richard, 30. Michel G., 50. Gerfaud C., 50. Gouttefanseas, 50. Un copain, 100. Denis, 50. A. Talon, 50. Aizicovici, 60. Gigi Zaza, 25. Monique, 25. Ph. Brunet, 300. Cheminot, 50. Catherine, étudiante, 50. Bertrand, étudiant, 500. Un instituteur à la retraite, 100. Lisa, 50. Maître assistante Paris VI, 200. Contesenne Gilles, typographe, 150. Christine, étudiante, 60. Un ouvrier RATP, 210. Une institutrice, 30. Une institutrice, 30. Anne, 20. Un normalien 20. Un cheminot, 200. Une mère de famille, 60. Pour Arlette, 30. Une étudiante, 10. Un cheminot, 50. Atar Jean, 20. Huet Bernard, 25. Une mère, 20. Un copain, 500. Julien, 20. Hélias, 10. Dominique, 100. Albeau, 10. Michel V., 100. Boudard, 100. Marcel, 10. Secrétaire Paris 10e, 15. Un employé PTT, Saint-Cyr, 10. Secrétaire Paris 10e, 10. Bernard et Odile, 100. Une employée des PTT, J.F., 200. Une institutrice, 10.

BEAUVAIS (OISE) : Une lycéenne en 1re D, 20. Philippe, 400. Une copine, 300. Un copain, 300. Lili pour le futur, 50. Une sympathisante, 300. Sowl Soul, 150. J. Ranger, 200.

SOMME : SNIAS - MEAULTE : Un travailleur et sa fille, 50.

ARCUEIL : Christian Guinault, 75.

COLLECTE CIT-SINTRA : 194.

RENAULT-FLINS (Mécanique) : Tamaa, 15. Retoucheur, 10. Retoucheur, 10. Un OS, 10. Un retoucheur, 10. Gérard, 10. Travailleur, 5. Un régleur, 10. Contrôleuse, 10. Serge, 10. Contrôleur, 10. Contrôleur, 10. Employé, 15. Un ouvrier, 100. Un règleur, 10.

GROUPE MALAKOFF-HAMEAU : Herboireau, 50. Nguyen, 50. Dauliac Marlène, 50. Collecte, 290.

SNECMA CORBEIL : Mas, 10. Un travailleur, 10. Un travailleur, 10. Toufflet, 10. Un travailleur, 10. Moreau, 10. Clausse, 15. Thomasset, 10. Philippe, 10. Desmoulières, 10. P. Mauduit, 20. Geffriand, 10. Deboray, 10. Lescall, 10. Bertou, 100.

EDF - LA PLAINE-ST-DENIS : Dezileau M., 100. Claude B., 15. Roland Sam, 10. Messager P., 15. Hodebourg J.C., 20. M.H. Brissiaud, 15. Marcou, 10. Goasguen, 20. Bolard, 10. Breuil, 10. Pagès, 10. Valtat, 10. Pageot, 10. Vilocy, 10. Wanecque Josiane, 10. Calegari, 5. Tiboulet, 10. Cros, 10. Deboutin, 10. Chatelain, 10. Godeaux M., 22. Christian, 10. Philippe, 10. Kremer, 100. Kotelba A., 10. Sivy P., 10. Lecoq Martine, 10. Mandolini 100. Caron, 20. Paris, 20. Rodriguez, 10. Louette, 10. Patric, 50. Cilirie, 10. Pouteau, 10. Andrieu, 20. Pithiaud, 10.

VILLETANEUSE : Clément P., 300. Fageau, 100. Royes, 100. Bedies P., 10. Bedies R., 10. Belle-mère, 100. Serge, 20. Anonyme, 100. Joel, 20. Marie J.R., 20. Dupuis, 100. Soutien, 20.

LYCEE DE NOISY-LE-SEC : Marie Lyse, 40. André, 95,70. Jocelyne, 20. Mauricette, 20. Buzire, 50. Une mémée, 50. Conti Y., 50. Dadoun Hélène, 80. Michelle, 10.

COLLECTE S.E.V. MARCHALL (ISSY-LES-MOULINEAUX) : 125.

U.A.P. LEFEBVRE : Une retraitée, 11. Chrétien, 10. Annie, 20. Claire, 130. Yves, 20. Anonyme, 10.

REGION PARISIENNE : Villermet, 50. Villermet, 20. « Parce que vous soutenez Arlette », 100.

LIMOGES : Emile, 50. Anonyme, 20. Un soutien, 10. Coco, 10. Une femme, 10. Tillou, 20. Labonne, 100. René, 10.

TOURS : Etudiante, 10. Etudiante, 10. Réunion Amboise, 17. Institutrice, 50. Institutrice, 50. Michèle, 200. Une paramédicale sympathisante, 70. Une lycéenne, 30. Philippe et Marie-Claude, 80. Jean-Pierre, 100.

PTT - REGION PARISIENNE : Un employé, 30. Une employée, 30. Emile (tri PLM), 50. Charles (tri PLM), 10. Patrick, 30.

RNUR - FLINS : Jacques, 100. Jean-Marc, 50.

U.A.P. TOUR ASSUR : Collecte, 115.

PARIS : Un câbleur, 5.

BORDEAUX : Michel, pour la démocratie, 50. Carmen, 40. Mireille Biau, 50. Annie Dumay, 50. Claude, décorateur au théâtre, 100. Alice au pays des merveilles, 200. Christine, étudiante, 50. Marché Coutras, 9. Un électricien Thomson, 50.

CRAMA BORDEAUX : Collecte, 400.

HOPITAL SUD BORDEAUX : Collecte, 580. Françoise, 30. Une auxiliaire, 10. Francis Bois, 15. Bernadat, 25.

LIBOURNE : Melendez, 15. Un Libournais, 5. Un acheteur de L.O., 5.

PARIS : Jean et Danièle, 100. Eric, 20. Kikouyou, 30. Schmol, 30. Sympathisant, 20. Un copain encore plus idéaliste, 150. Geneviève H., 50. Une copine, 10. Une lectrice, 5. Un militant, 200.

CLICHY : Gérard Montblanc, 200. Gérard Montblanc, 100. Gérald Clichy, 200. William Clichy, 30. Claude Clichy, 70.

TROYES : Un A.S., 25. Un A.S.H., 35. Un A.S., 200. Daniel, 100. Langlois Corinne, 200. Dominique, 100. Monique, 50. S. Gaude, infirmière, 100. Sympathisante, 15. Une ouvrière, 20. Elève infirmière, 30. Une aide-soignante, 50. Simone, 200. C. Oberlin, 150. Michel Gryner, 100. Catherine et Francis, 200. Infante Jacqueline, 70. Une adresse, 30. Pierre Devallez, 100. Une infirmière, 45. Un retraité, 20. Hellène Lemare, 100. Un travailleur social, 100. Une travailleuse, 100.

MAYENNE : Rousseau, 100. Juan (P.V.L.), 150.

AUBE : S.F., 20. Chaffaud, 10. Sonnois, 50.

PARIS : Francis, 5. Mme Picard, 5. Mme Chenneviène, 5.

AIR FRANCE : M. Rat Guy, 300. Mécanicien révision, 100. Mme Rat Françoise, 100. M. Brion Patrick, 30. Mme Brion Odette, 10. M. Daronnot André, 20. Fontsine Jean, 20. Erlich Jean-Claude, 20. Juhel Alain, 30. Electricien, 15. Hervé Roland, 5. Giraud Roger, 10.

RNUR BILLANCOURT : Palaccio, 100. Slimane, 15. Mustapha, 50. Sillon, 10. Boualem, 20. Jacky, 10. Benckit, 10. Mouloud, 15. Sako, 20. Pesselause, 10. Saïd, 50. Leite, 50. Bernard, 20. Joseph, 10. Shrari, 10. Bernard , 20. Bouzihorya, 20. Diop Samba, 20. Meies, 20. Fellah, 10. Hiami B., 10. Barrake, 10. Rachid, 20. Mansour, 10. Hyste, 10. François, 20. Berguile, 20. Dranihi, 50. Silva, 20. Santos, 10.

CTR RUEIL : En souvenir du POUM, 50. Sympathisant O., 32. Informatique RNUR, 50. Ravier, 15. Sympathisante CTR, 100. Style RNUR, 100. Michel, 200. Un Breton immigré, 20. Girard CTR, 50. Le compte est bon, 33.

RNUR BILLANCOURT : Sanor, 20. Simon, 20. Remo, 10. Amorani, 10. Bouler, 10. Rossé, 20. Briolotta, 20. Fernandez, 10. Zouojoh, 10. Tanung, 20. Ben Triou, 15. Tabka, 10. Mustapha, 10. Perenes, 10. Rosinel, 30. Babejja, 10. Gaspa, 10. Mouchel, 10. Martinez, 10. Joaquim, 30. Simon, 10. Clair, 10. Suarez, 20. Tilly, 10. Boutedja, 15. Jojo, 10. Aubry, 20. Colon, 10. Bernard (2e fois), 20. Arneni, 10. Kersuzan, 15. Rerouki, 10. Fernando, 10. Amiens, 10. Tessier, 10. Titifanneng, 10. Carriel, 10. Fausto, 10. Martinez (2e fois), 10. Haddaoui, 20. Ezanno, 20. Nado, 10. Jean-Paul, 20. F.L. Hachlafi, 10. Ouahbi, 10. Martin, 300.

CGCT PARIS 15e : D. Raghoubert, 10. Mme Le Galliot, 15. Nicole, 20. Mme Bruneau, 15. Une travailleuse, 10. Une travailleuse, 30. Un autre travailleur, 20. Une travailleuse, 20. M. Daketse, 10. M. Souaille, 10.

TOULOUSE : Chantadeur, 10. Alice, 85. Patrick, 20. Bernard, 100. Chantal, 100. Rico, 30. Un copain de l'AFPA, 20. Pour Arlette, AFPA, 50. Soutien à Arlette, 50. Un copain de l'AFPA, 20. Marie-Claire, 200.

TOULOUSE-LOGABAX : Martine, 100. Casanova, 100. Andrée, 20. Mestre André, 100. Jean-Jacques, 10. Laffitte, 50. Pierre, 10. Fathia, 10. Martine, 10. Jacques, 10. Marie-Paule, 20. Daniel, 10. Bernard, 12. Aldo, 10. Michel, 10. Lino, 10. Rosine, 10. Christiane, 10. Nadine, 15. Lison, 100. Une retraitée, 10.

MARSEILLE : Bois, 40. Gerbert, 30. Bouteille, 20. Mounier, 30. Massi, 20. Le Heurteux, 10. Hoff, 20. Clément, 25. Forest, 25. Knop, 30. Costa, 40. Denoux, 35. Garenne, 30. Gatschine, 40. Malaterre, 35. Renner, 10.

LE PONT-DE-CLAIX (Isère) : Ouvrier RPI, 15. Christiane, 30. Yvette, 50. Tony RPI, 100. Labo RPI, 5. Régis (9 ans), pour Arlette, 10.

ISERE : Un démocrate, 250. Etudiante, 30. Lycéenne, 15. Un travailleur papeterie, 5. Soutien, 5. Roussel, 5. Fraresioli retraité, 10. Dietsich Francis, 20.

SAINT-MICHEL DE MAURIENNE : Un soudeur de Briançon, 4. Soutien, 2.

SAVOIE : Duny Christophe, 20. Un ouvrier de la Sté Trindel (Chambéry), 100. Une enseignante de St-Genix, 10. Un vieux trotskyste d'Albens, 10.

CHAMBERY : Une dame sur un marché à Chambéry, 5. Beauvieux J., Eric, étudiant anarchiste occitan, 50. Une étudiante, 50.

CHAMBERY, VALLEE DE LA MAURIENNE : Un travailleur savoyard, 93. Kaf Thognet, 10. Un travailleur savoyard, 40. Un ouvrier de Metaltemple, 10. Une habitante de St-Michel, 1. Un membre du PS, 20.

HAUTES-ALPES : Anaïs, 50. Anonyme, 100. Teruel, 20. Anonyme, 5. Ballangé, 100.

GRENOBLE : Pierre, 10. Denis, 30. Subrini, 50. Un anonyme, 30. En sympathie, 10. Maxime, 60. Valérie, 20. Masset, 50. Annie, 40. Jean-Claude, 100. Laborantin, 20. Pour Arlette, 10. Un de la famille, 50. Denis, 10. Un travailleur du CO, 50. Un sympathisant, 100. Ugolotti, 10. Un sympathisant, 10. Une infirmière, 10. Mme Biaggini Jeanne, 15. Bien amicalement, 150. Bon courage, 50. Bon courage (bis), 50. Anonyme, 15. Olga Caïrus, 10. Mme B. La Tour-du-Pin, 20. Soutien, 5. Un sympathisant, 40. Menard Gilles, 28. Dunand Martine, 52. Ange Gallego, 30. Un soutien moral, 10. Un soutien moral, 10. Soutien, 50. Un sympathisant, 100. M. Morand, 20. Mme Thenot, 10. Un employé, 100. Une infirmière, 200. Dominique, 50. X. (Roybon), 100. Anonyme, 50. Un postier, 300.

TARN : Maurel Sylvie, 15. Bruel, 20. Vergnes, 10. Un réfugié espagnol déporté, 100. Une retraitée, 10. Mohamed, 10. Myriam, 30. Pour la campagne d'Arlette, 100. Annie, 10. Cathy, 10.

BESANÇON : Jean-Pierre CHR, 50. Un travailleur, 300. Une infirmière CHR, 50. Pascale, 50. Jeanine, 20. Une sympathisante, 15. Collecte CHR, 197. Une infirmière CHR, 100.

PONTARLIER : A. Kuenzi, 10. J. Raymond, 10. Isabelle Masson, 30. Un ouvrier « de gauche », 20.

MONTBELIARD : A.M., 50. Charlie Hôpital, 100. Santa 2, 150. Annie et Roro, 150.

BELFORT : Un travailleur Alsthom, 100. Un ouvrier Alsthom, 10. Gaby Alsthom, 20. Un cadre, 20. Daniel technicien, 10. Lariby J.M., 50. Dods Michel EDF, 100.

COLMAR : Martine, 10. Sympa, 20. J.-Pierre, 20.

BOURGES : Duruthin Max, 50. Une travailleuse, 50. Une employée de bureau, 50. Architecte, 50. Une ouvrière, 5.

VIERZON : Un ouvrier de la Case, 50.

INDRE : Ropars Florence, 20.

ECEUILLE : Vidalvie Jean, 8. Trouvé, 5. Hervé, 2. Marché de La Châtre, 4.

NORD : Un prof de Roncq, 50. Un prof de Lille, 100. Dussart, 100. Lefebvre B. et C. Wasquehol, 200. Collecte Stein Lannoy, 50 personnes, 158.

LENS : Thorez Brigitte, 100. Hubert Patrick, 50.

LILLE - MAUBEUGE : Pascal étudiant Maubeuge, 30. Patrick Grimard, élève éducateur, 20. Un copain immigré, 10. Martine UER, TR, Lille, 20. Animateur MJC (Fourmies), 20.

LILLE : Une aide-soignante, 20. Bénédicte, 30. Françoise, 50. Durand, 50. Un groupe d'amis à Durand, 60. Yvonne Playez, 20. Jeannine Dupont, 20. Cécile Blauz, 10. Marthe Lowijs, 20. Danièle, 20. Geneviève, 100. Christiane, 100. Roger Glibert, 50. Isabelle, 50. Christiane Moniot, 50. Ballieu J.-François, 100. Ouvriers de FCB (4), 50. M. et Mme Ballieu, 20. Une dame, 50. Aurore, 10. Maxime, 5. Une copine, 200.

LYON : Henri (Caluire), 30. Marché Tarare, 10. Albert (PTT), 50. Charles (PTT), 50. Marché Cours-la-Ville, 5. Lecteur, Rillieux, 10. Jean-Claude Celchan, 20. Monique, 10. Christine, 10. Un sympathisant, 10. Roland, 100. Collecte RVI, 66. Felix, 20. Collecte SNCF, 45. Collecte Crédit Rillieux, 67,80. Collecte Crédit Siège, 30. Collecte Câbles de Lyon, 204,20. Collecte Hôtel-Dieu, 198,85.

HOPITAL CROIX-ROUSSE (Lyon) : Une infirmière, 50. Un garçon service, 10. Une aide-puéricultrice, 30. Collecte, 187,30.

HOPITAL EDOUARD-HERRIOT (Lyon) : ASH, 10. ASI, 10. ASH, 30. ASH, 50. ASH, 15. Laborantine, 20. Aide-soignante, 20.

CHATEAU-THIERRY : Chevalier Pierre, 10. Béatrice, 10. Copain, 100.

PARIS : Popaye, 3. Agnès Parizin, 30. Dominique, 10. Daniele Perut, 10. Jocelyne, 70. Pascal Goemzere, 5. François, 100. Christian, 65. Marco, 100. Amata Pierre (AGF), 100. Collecte RATP Championnet, 140. Collecte AFG Favart, 380. Collecte EGF Cornillon, 145. Collecte Intertechnique, 362. Collecte SNECMA Corbeil, 683. Collecte SNCF Landy, 50. Collecte SNCF Masséna, 100. Collecte LMT, 248. Soutien, 19. Danielle Breton, 150. Annich Gérard, 20. Marie-Angèle F., 50. Avec une lettre de soutien, 50.

THOMSON CSF (Issy-les-Moulineaux) : Charles Benguigui, 30. Un fraiseur d'UG, 30. Une passante du 15e, 5. Collecte, 138.

COMPTEURS SCHLUMBERGER (Montrouge) : Suzanne, 10. Aziz, 5. Abel, 10. Hassi, 10. Drissi, 5. Un camarade algérien, 5. Roger, 10. Straka, 10. Gilles, 10. Magouri, 20. Anonyme, 10. Une ouvrière de Ramona, 200. Un contrôleur, 40. Un monteur électricien, 50. Raymond, 5. René, 10. Papin, 10. Y.R., 10. Maurice, 5. Jacques, 10. Christian, 3. Tonton, 10. Dominique, 8. Francis, 20. Thérèse, 10. Michel, 10. Une ouvrière, 10. Une copine, 50. Une copine, 10. Une ouvrière, 5. Une ouvrière, 5.

LMT (Boulogne) : Jean-Paul, 10. Jean (ex-sportif), 10. Un anti-électoraliste, 100. Gérard, 25. Régis, 10. Félix, 20. Marie-Ange, 150. Alain, 10. Ange, 10. Jacques, 15. Alain, 20. Yves, 50. Robert, 50. Henri F., 100.

AURILLAC : Roger, 50. Geneviève, 50.

CLERMONT-FERRAND : Miche, maître-auxiliaire, 80. Joëlle, 50. Anonyme, 20. Don anonyme, 25. Une retraitée contre la guerre.

MICHELIN, CLERMONT-FERRAND : Un technicien, 50. Un travailleur, 20. Louis, ouvrier, 50.

PTT, CLERMONT-FERRAND : Echalier, 10. Un postier Rigaudière, 10. Couple de postiers, 400.

SECURITE SOCIALE, CLERMONT-FERRAND : Treydefont L., 30. Freydefont M., 50.

A.I.A. CLERMONT-FERRAND : Jean-Claude, 100. Un grand barbu, 40. Remy, 30.

CLERMONT-FERRAND CHU : Guiseppi, 15. Un auxiliaire, 20. Un agent de bureau, 20. Rose Mary, 20. Doudou, ouvrier Aluminium, 10. Jean-Noël, manœuvre, 7. Dominique, Travaux Publics, 50. Ouvrier Isoclar-Jamat, 5. André, retraité mineur, 10. Jimmy, ouvrier boulanger, 10. Jacky, 5. Pierrot, ouvrier SNCF, 10. François, instituteur, 50. Emile, retraité mineur, 10. Une secrétaire médicale, 10. Liza, 100. Une aide-soignante, 15. Sylvie, 50. Anonyme, 30. Un militant, 100. Une enseignante, 20. Sabot Daniel, 10. Anonyme, 10.

THIERS : Hoffman, 100. Ivan, 100.

ROUEN : Perez, 10. Un ouvrier de Q.M., 20. Une sympathisante, 10. Néhou Jacques, 50. Quillet Catherine, SNCF, 30. Cuistot, Hôpital, 100. Y.T., Technique, 20. Portier, 10.

RHONE-POULENC, ROUEN : Jean-Michel, 200. Daniel Gohé, 100.

TOURS : H. Dupré, 100. C. Dupré, 100. M. Brunet, 5. Collecte meeting Arlette, 607.

HAUTE-SAONE : Un professeur, marché Vesoul, 50. Soutien, marché Vesoul, 10. Marché Héricourt, 5. Réunion Héricourt, 20. Réunion Héricourt, 10.

STRASBOURG : Jacky, Meinau, 100. Ibrahim, 10. Des sympathisants, 80. Des acheteurs LO, 10. Dame Neudorf, 10. Mme Moos-Brumath, 20. Geneviève Rombas, 100. Patrick Forbach, 100. Claude Apffel, 50. Un salarié, 20. « Bravo Arlette », 20. Gordon, 50. Véronique et Loulou, pour la révolution, 30.

PARIS - TRI PLM : Patrick, 10. G.R., 50. Incontrôlé, 10. X, 10. Bagans S., 30. Jacques, 10.

NIEVRE : Nicole et Pierre, 100. Ouvrier Imphy, 50. Ouvrier SNCF, 50. S., Creusot-Loire Imphy, 100. Wanda, 50. Gégé, 15.

BOURGES : Une sympathisante, 50. Une collègue enseignante, 50. Aucouturier, garde forestier, 15. Véro, 60. F.J.T., 50. Etudiante dactylo, 12. Ouvrière Luchaire, 15. Une ouvrière, 20. Mme Hanus, 10. Une ouvrière, 12. Bouillon P., 30.

VIERZON : Un ouvrier de la Case, 74. Un ouvrier de la Case, une prof, 100. Inconnue, 100. Monique, 300. R. Aubailly, 50. Jojo et Michel, 100. Nick et Jacqueline, 300.

SAINT-MAUR : Un postier, 80.

CHER : Nicole et Bernard, 500. Marithé et Guy pour la révolution, 50. Gil Vincent, 50. Courcif, 50. G. Guyard, 45.

ALSTHOM - LE BOURGET : Janick, 25. Pastor, 20. Lointier, 10. Bourgy, 20. Marouche, 5. X, 5. Lemaire, 5. X, 3.

RÉGION PARISIENNE : Parents, 50. Pour une femme travailleuse, 50. Parce que seule la révolution fera le changement, 100. Un sympathisant, 100. Une sympathisante, 100. La grenouille, 50. Dadou, 20. Milo, 50. Une maman, 500. Un habitant de Villejuif, 10.

CAPIMMEC : Annick, 100. Anonyme, 150. Guytane, 14.

LYCEE ARAGO, PARIS : Jean Lombard, 600. Grau, 50. Rollin, 50. Braun, 10. Bridier, 100. Mary, 10. Roch, 500. Toutain, 20. Tartalacrème, 50. Prevel, 40. Gabriel, 50. Yves Duloroy, 10. Par sympathie pour Michèle, 50. Bloch, 50. Christiane Llechalop, 50. R. Senechal, 10. Le Bars, 50. M. Chasle, 20. 1re E, 15. M. Besserve, 50. Par sympathie pour Michèle n° 2, 50.

FOYER CHATILLON : Un travailleur conscient, isolé parmi les lèches-bottes de chez Citroën, 100.

C.T.R. (92) : Sympathisant RNUR, Rueil, 50. Sympathisant RNUR, Rueil, 20. Sympathisant RNUR, Rueil, 10. Sympathisant CTR Rueil, 50. X, CTR, 20. Sympathisant CTR, Reuil, 10. Dupuis, 20. Ouvrier sympathisant CTR, 15. Martin, CTR, 50. Nappey, CTR, 20. Dessinateur CTR, 10. Technicien CTR, 20. Abbou, 20. Collecte CTR, 172,50.

LOT-ET-GARONNE : Un couple de Marmande, 5. Un vieux travailleur du PCF de Miramont, 10. Un ouvrier de Mezin, 3. Réunion publique à Miramont, 62.

PLM : Menjot P., 10. Christine, 5.

C.C.P. BOURSEUL : Brigitte, 10.

PTT CRETEIL C.T.A. : Bernard Veau, 50.

SKF IVRY : Henri, OS, 15. OS Tour, 5. Collecte, 156.

PTT PARIS BRUNE : X., 50.

RENAULT-BILLANCOURT : Mohamed Houl, 100. Haloua Abderrazek, 15. Caloga, 10. Lockoum, 10. Pierrot, 10. Mohamed, 10. Hamed, 10. Michel, 10. Mazouni, 10. Sow, 10. Yahiaoui, 10. Ali, 10. Chenna, 10. Ait Bella, 10. Alvouez, 10. Arab, 10. Izem, 10. Brulard, 15. X., 10. Jovonoisc, 10. Banalona, 10. Oualli, 10. X., 10. Vesic, 10. Collin, 95.

MOSELLE : Assoni, 25.

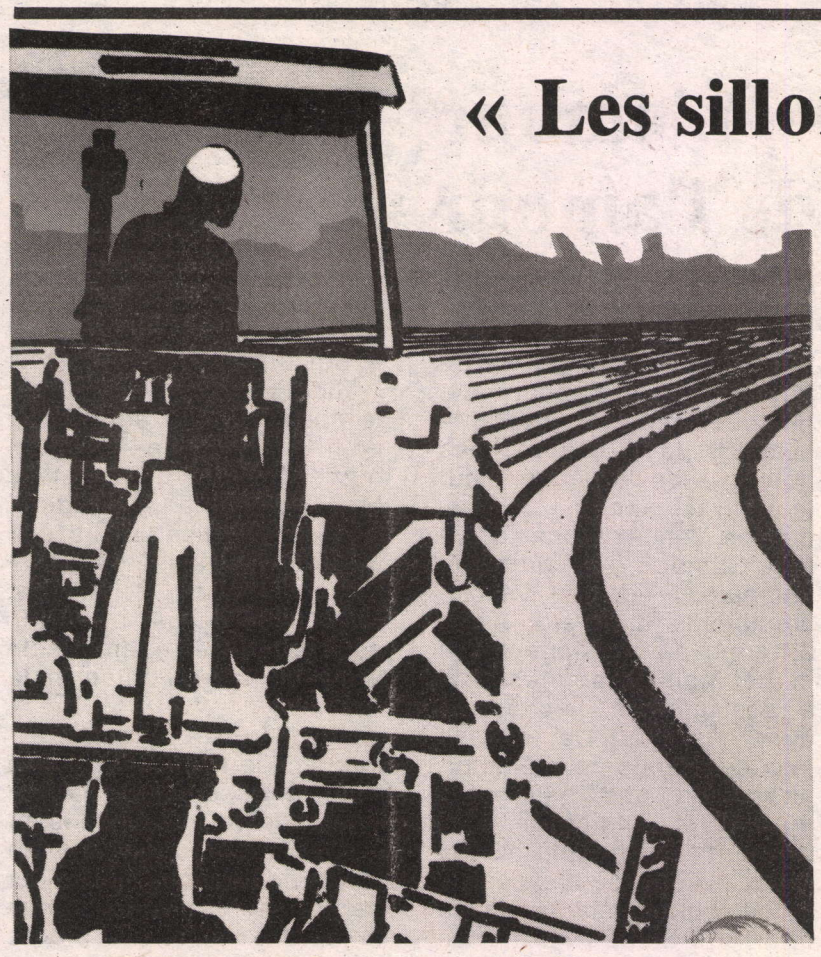
METZ : Corsini R., 10. Heilliette, 40. Brickler, 10. Une élève infirmière, 10. Gedor, 30. Une étudiante, 20. Une étudiante, 10. Militant anti-colonialiste, Hmana Walai, 15. Heilliette, 200.

C.H.U. DE BRABOIS-NANCY : Bar J., 20. Knobloch Monique, 100. Sincrie, 20. Dédé, un sympathisant de l'extrême-gauche, 10. Odile, 35. Marie Christine, 100. Jocelyne, 40. Josiane, 30.

NANCY : Une maman de militante, 50.

C.H.U. DE BRABOIS NANCY : Anny, 200. Sylvie, 20.

LIVRES



« Les sillons de la faim »

par J. Berthelot et F. de Ravignan

En juillet 1979, à Rome, la FAO, organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, tenait une conférence mondiale à Rome sur la réforme agraire et le développement rural. Il s'agissait en fait de faire le point sur la faim dans le monde, et le bilan des actions mises en œuvre, officiellement, pour la faire reculer.

En marge de cette conférence, un groupe de journalistes, d'économistes, et d'agronomes publiaient une « déclaration de Rome », dans laquelle ils dénonçaient l'inefficacité et l'hypocrisie des interventions officielles contre la faim, se proposant de « rechercher et... diffuser l'information sur les causes réelles de la famine grandissante du monde des pauvres ».

Les sillons de la faim **rassemble sept textes élaborés par des membres de ce « Groupe de Rome », dans une perspective de contestation des interventions officielles.**

A travers ces études, les auteurs font le bilan de cette « lutte contre la faim » que les gouvernements des pays pauvres, les organisations internationales, et les gouvernements des pays riches prétendent mener. Et ce bilan est catastrophique : pratiquement partout, ces interventions, non seulement n'ont pas amélioré la situation des populations pauvres, mais, au contraire, bien souvent, elles l'ont aggravée, directement ou indirectement. Et cela quelles que soient les formes de ces interventions : qu'il s'agisse d'une « aide au développement », ou qu'il s'agisse d'une aide alimentaire directe. Le livre donne de nombreux exemples particulièrement significatifs qui montrent que, dans les faits, ces aides profitent surtout aux trusts internationaux, ceux de l'agro-alimentaire ou du machinisme agricole par exemple, qui fournissent le matériel, les engrais, commercialisent les produits, et s'ouvrent de nouveaux marchés ; et, dans les pays pauvres eux-mêmes, aux gouvernements et aux minorités aisées. Mais ces aides se traduisent aussi par une accélération du mouvement d'accaparement des terres par les paysans riches, et donc une aggravation de la misère et du chômage rural. Et par le remplacement d'une partie de la production destinée à la population par des productions trop chères pour elle, et destinées à l'exportation pour l'essentiel, et donc une aggravation de la faim.

Alors les programmes d'aide peuvent aboutir dans le même temps à augmenter la production agricole (comme en Inde, en Thaïlande, au Brésil par exemple), et à augmenter la misère et la faim.

Face à cette situation, les auteurs insistent sur l'idée que le problème de la faim est d'abord un problème social, et non un problème technique ou de quantité de production.

Et même si les solutions qu'ils proposent se limitent à la perspective, pour chaque pays pauvre, d'une « autonomie alimentaire » à l'intérieur de ses frontières, même s'ils n'envisagent pas qu'il faille pour changer fondamentalement la situation, s'attaquer au principal responsable, l'impérialisme, quand ils réclament « le contrôle des travailleurs sur les moyens de production », **et qu'ils l'opposent à** « la concentration du pouvoir économique et politique dans les mains d'une poignée de gens », **ils indiquent en partie comment ces populations peuvent en finir avec la faim, le sous-développement et l'oppression.**

Jean-Jacques LAMY

Les sillons de la faim, de J. Berthelot et F. de Ravignan. Ed. L'Harmattan. Env. 58 F.

« Le temps de l'ombre »

par Muriel Gardiner

Muriel Gardiner est américaine, issue d'une famille de très riches rois de la viande, et séjourne en Autriche, à Vienne, de février 1934 à la fin de juin 1938. C'est sa vie durant cette période, qu'elle raconte, à la première personne, dans son livre.

L'existence qu'elle mène est fort douillette. Elle visite l'Europe, entreprend des études de médecine et commence une psychanalyse avec une disciple de Freud. Et c'est de loin, ce qui lui importe le plus.

Mais les événements, l'Anschluss, la montée du fascisme, la répression contre le mouvement ouvrier, les persécutions à l'égard des Juifs, l'émeuvent. Elle se lie avec des militants du Parti Social-Démocrate d'Otto Bauer et va entre autres s'occuper de faire évacuer à l'étranger, des militants les plus menacés puis ensuite des Juifs.

Mais le compte rendu des succès ou déboires universitaires de cette intellectuelle au dévouement indéniable, comme les relations de ses péripéties sentimentales, prennent un peu trop le pas sur le reste pour que ce témoignage ne devienne pas malgré tout un peu ennuyeux.

Annick MORIZET

Le temps de l'ombre **par Muriel Gardiner. Ed. Aubier Montaigne.**

RÉÉDITION

« Les trois grosses dames d'Antibes » de Somerset Maugham

C'est un gros bouquin... mais il est composé de courtes et savoureuses nouvelles. Les unes sont carrément cocasses, comme celle qui a donné son titre au recueil : c'est l'histoire de trois grosses dames perpétuellement au régime, qui ont le malheur d'en inviter une quatrième, qui, elle, est fort mince et s'empiffre en permanence devant elles. Tout finira... devant force chocolats et gâteaux !

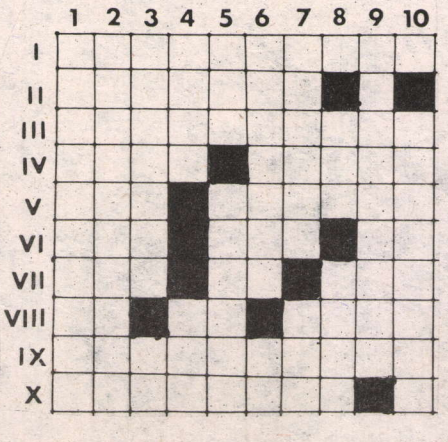
D'autres nouvelles sont plus sinistres. Elles mettent en général en scène des gens de la bonne société... qui ont commis, ou commettent, des crimes divers.

Somerset Maugham est à la fois plein d'humour, de cynisme, et de compréhension pour ses personnages. Le résultat est assez divertissant.

S.F.

Les trois grosses dames d'Antibes de Somerset Maugham.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Homme ou femme de lettre. II. Orienter correctement son pavillon. III. Veilleur de nuit. IV. Mis fin. Tué par Pyrrhos. V. Fleuve rouge. Trop mûre. VI. Rivière d'Angleterre. Des génies sur leur fin. Au bout du couloir. VII. Intervalle. Précède la matière. Permet d'affirmer l'existence de dieu. VIII. Règle les notes. Hausse phonétiquement. Charges légères. IX. Assouplit. X. Fait des tours.

VERTICALEMENT. — 1. Garde. 2. Vendrais. 3. Stupéfiant. Trust. 4. Les temps des amours. Circulent en Roumanie. 5. Ne veut plus de Pyrénées. Coule à Fresnes. 6. Abris de pêcheurs. Argent symbolique. 7. Porte-feuilles. Alsacienne née dans le Jura. 8. Au bout de la nuit. Se fait de la bile. 9. Commerce. 10. Couvres d'abrasif.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	R	A	I	L	L	E	U	R
II	O	T	A	G	E	■	E	■	T	E
III	U	R	■	O	N	A	G	R	E	S
IV	A	I	■	N	A	G	E	U	R	S
V	N	E	R	I	■	E	N	■	I	A
VI	I	R	I	S	E	■	D	O	N	C
VII	■	■	S	A	I	M	A	G	E	■
VIII	R	■	■	N	O	■	I	■	S	A
IX	■	M	O	I	■	O	R	E	■	M
X	S	E	N	E	S	C	E	N	T	E

THEATRE

« Elle lui dirait dans l'île »

d'après Françoise Xénakis

Tiré très directement du roman de Françoise Xénakis **Elle lui dirait dans l'île,** la pièce évoque la rencontre, après trois ans de séparation, d'une femme avec l'homme qu'elle aime.

Cela se passe en Grèce, au temps pas si lointain de la dictature des colonels, après leur coup d'Etat, en 1967.

Pour les militants et les sympathisants de gauche ou même les libéraux, ce sont les tortures, l'assassinat, la déportation.

« Lui » est l'un de ces hommes qui ont été déportés dans une île où les pierres sont rouges de sang, où chaque jour des prisonniers meurent sous les coups.

« Elle » attend depuis trois ans l'autorisation d'aller le voir. Elle fait démarche sur démarche, subit humiliation sur humiliation. Et pendant ce temps-là, elle se prépare à retrouver son amant, elle cherche les mots qu'elle lui dira.

Pour lui, le temps s'est arrêté. Il n'a plus l'espoir de survivre.

Et quand elle parvient à obtenir enfin son laissez-passer, quand ils se retrouvent face à face, ils n'ont rien à se dire, ils échangent des banalités.

C'est un beau texte, émouvant et sobre, que les comédiens jouent avec beaucoup de retenue et de pudeur.

Photo BERNAND

Et c'est une pièce qui constitue une vigoureuse dénonciation de la dictature.

Yves MORINIER

Théâtre de l'Air Libre, 3, impasse de la Gaîté, 75014 Paris, à 20 h 30. Jusqu'à fin mai.

« L'amour de l'amour »

de Jean-Louis Barrault

Vénus, déesse de la beauté, est jalouse de Psyché dont l'apparence, quoique mortelle, supplante celle de la plus belle des hôtesses de l'Olympe. Pour la punir de ce crime de lèse-déesse, Vénus ordonne à son fils Cupidon, le dieu de l'amour, de rendre Psyché amoureuse d'un être aussi difforme au physique qu'au moral. Mais l'Amour est pris à ses propres flèches : il aime Psyché. De déesse jalouse, Vénus se métamorphose en une belle-mère mégère et vindicative. Elle poursuit de sa hargne la belle et trop curieuse Psyché et mobilise pour cela toutes les chausse-trapes dont la mythologie grecque a doté l'Olympe et les enfers...

Il ne faut pas chercher dans cette aimable facétie autre chose qu'un divertissement à peine enrichi d'une gentille proclamation de foi sur l'amour qui devrait guider tous les actes des humains... et des dieux.

Rien de bien sérieux. Mais le spectacle est agréable à l'œil et à l'oreille. Le texte, repris de La Fontaine et de Molière, est à la fois alerte et drôle. La mise en scène pleine de couleurs, de lumières, de danses, de chants, d'images filmées, de musique et de poésie, entremêle avec bonheur la farce et la féérie.

Jean-Louis Barrault, l'auteur de la pièce et de la mise en scène, a voulu s'amuser tout en amusant son public. Il demande en retour notre complicité. C'est de bon gré qu'on entre dans le jeu et qu'on s'amuse avec lui.

Alain MARQUET

L'amour de l'amour, **de Jean-Louis Barrault avec Annie Duperrey, au Théâtre du Rond-Point - Paris (ex-Palais des Glaces - Champs-Elysées).**

On nous communique

*— **NINO FERRER** chantera ses vieux tubes et ses chansons nouvelles au Théâtre du Petit Forum (au Forum des Halles), du 21 avril au 9 mai, à 20 h 30, sauf dimanche et lundi, le samedi à 16 h. Places : 40 F, réductions : 30 F.*

*— **Le groupe GWENDAL** passera au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse à Paris, du 27 avril au 23 mai, à 20 h 15. Leur musique, inspirée du folk celtique, est un mélange subtil de sons et rythmes très diversifiés, aux influences jazz, rock, classique et même reggae !*

*— **« LE CHANT DU PEUPLE JUIF ASSASSINÉ »,** montage poétique et musical, composé et réalisé par Eve Griliquez, sur la vie des ghettos pendant la dernière guerre et l'extermination des Juifs, passera au Théâtre Moderne à Paris, à partir du 23 avril (21 h), jusqu'à la fin mai. Avec Erza Bouskela, Talila, Pierre Mortarelli, Thierry Brodard.*

Sélection

Samedi 25 avril

13 h 35. A2. Le retour du saumon, dans la série **Des animaux et des hommes.** Quel est le « secret » de ce poisson migrateur et qu'est-ce qui le menace ?

20 h 30. A2. Maigret en Arizona. Le commissaire célèbre de Simenon en Arizona, avec Jean Richard.

20 h 30. FR3. Mémoires de deux jeunes mariées de Balzac. Dialogue entre deux femmes de l'aristocratie à la destinée différente mais marquées par les conventions et les usages du même milieu social. L'œil de Balzac sur l'amour, le mariage et la psychologie féminine.

22 h 10. A2. Elle court, elle court l'opérette, avec des extraits de **La veuve joyeuse, Ciboulette, Les cloches de Corneville, La vie parisienne.**

Dimanche 26 avril

12 h. TF1. La séquence du spectateur, avec des extraits de **Liza** (de Marco Ferreri), **La vie parisienne** (de Christian-Jaque) et **Les bidasses en folie** (de Claude Zidi).

13 h 20. TF1. Ces chers disparus ; cette fois, évocation de la carrière de Bourvil, d'abord chanteur puis acteur de talent.

16 h 30. FR3. Concert Schuman, avec l'Orchestre Symphonique de Lyon.

18 h 33. FR3. Evocation de la capitale du cinéma en 13 émissions. La première est centrée sur les effets de la Première Guerre mondiale, sur le démarrage de l'industrie du cinéma.

> Sur TF1 et A2, à partir de 20 h, résultats et analyse des élections.

20 h 30. FR3. Merveilleux automne, film de Mauro Bolognini, avec Gina Lollobrigida. Un « blé en herbe » dans la société italienne d'aujourd'hui.

Lundi 27 avril

14 h 30. TF1. Laurel et Hardy, champions du rire : un montage de plusieurs émissions.

20 h 35. A2. Spécial élections. Analyse et commentaires.

21 h 55. A2. Premier mouvement. Un film sur le chef d'orchestre Michael Tilson Thomas.

20 h 30. A3. Bullitt. Un film policier dans la ville de San Francisco, avec Steve Mac Queen. Pas toujours vraisemblable, mais distrayant.

Mardi 28 avril

21 h 35. TF1. Les grandes aventures de l'Himalaya. 3e émission de la série des six épisodes de Maurice Herzog et Daniel Costel.

20 h 40. A2. Dossiers de l'écran. Sujet : les mères au travail ou à la maison avec, en introduction, le film : **Va voir maman, papa travaille,** film féministe avec Marlène Jobert.

« Va voir maman, papa travaille » (Mardi 28 avril, A2, 20 h 30).

20 h 30. FR3. Un mari est un mari. Une femme de 45 ans, mère de famille, qui fait une fugue. Une réponse à l'A2 ?

Mercredi 29 avril

21 h 50. A2. Exodus, raconté par Alain Decaux. Le drame de l'émigration des Juifs rescapés des camps qui veulent atteindre la Palestine.

Jeudi 30 avril

20 h 35. A2. Le grand échiquier, de Jacques Chancel, avec ce soir le commandant Cousteau, spécialiste de la mer. De nombreux extraits de films sur la vie sous-marine.

Vendredi 1er mai

20 h 30. FR3. Les meurtres d'Atlanta. Enquête d'Alain Cancès. Un œil sur cette ville tristement célèbre par le meurtre d'enfants noirs.

21 h 30. A2. Apostrophes, de Bernard Pivot. Emission consacrée à la poésie.

23 h. A2. La soupe au canard. Le film le plus burlesque des Marx Brothers. Si vous ne l'avez pas vu, à ne pas manquer.

Les Marx Brothers (vendredi 1er mai, A2, 23 h).

FILMS

Lili Marleen de R.W. Fassbinder

A Berlin, en 1939, une voix chaude chante sur les ondes les amours sans lendemain des hommes partis pour la guerre, laissant quelque part une fille aimée. Du jour au lendemain, sur tous les fronts où ils ont été envoyés, les soldats du IIIe Reich fredonnent la rengaine de Lili Marleen. **Plus tard, elle sera reprise également, fait exceptionnel, par les soldats alliés.**

Pour Wilkie (interprétée par Hanna Schygulla), en Allemagne, c'est la consécration : la petite chanteuse de cabaret est devenue célèbre. Le régime nazi lui ouvre les portes du monde des privilégiés et fait de son corps et de sa voix des instruments de propagande pour soutenir le moral des troupes. Jusqu'au moment où, le sort des armes commençant à changer, les soldats allemands vont penser un peu trop aux femmes qui les attendent et qu'ils ne sont pas sûrs de revoir un jour.

La chanson, jugée alors défaitiste, est interdite, d'autant que son interprète est soupçonnée d'avoir des relations personnelles avec des Juifs émigrés à Zurich.

Depuis cette époque, Lili Marleen **a été reprise par Marlène Dietrich et les deux noms sont souvent associés. Le film de Fassbinder raconte, en la « romançant » toutefois, l'histoire de la chanson et de son interprète initiale. Et, en toile de fond, ce sont quelques aspects de l'Allemagne hitlérienne qu'il fait revivre : la toute-puissance des nazis, l'horreur de la guerre, les rapports entre les milieux du spectacle et le régime... Et tout ce que Fassbinder décrit, il le fait avec force et sentiment.**

Lili Marleen, **c'est avant tout l'histoire d'un amour, entre une chanteuse et un jeune musicien, Mendelssohn, fils unique d'une riche famille juive de Zurich.**

Tout va séparer ce couple, la guerre bien sûr, mais aussi les nécessités de sécurité qui conduisent le père de Mendelssohn, responsable d'une organisation qui fait passer en Suisse les Juifs allemands, à contraindre son fils à se séparer de celle qu'il aime.

Mais le propos de Fassbinder n'est pas uniquement de nous conter l'amour déchiré entre Wilkie et Mendelssohn. Il est aussi d'affirmer que les hommes et les femmes peuvent parfois être amenés à des compromissions sans qu'elles rejaillissent sur leur personnalité.

De là à conclure que la situation peut obliger à certains actes opposés aux idées que l'on professe, il n'y a qu'un pas ; et Fassbinder voudrait nous le faire franchir.

Mais, malgré ces réserves, ce film, où l'intérêt et l'émotion ne se relâchent à aucun moment, est à voir.

Marie-Claude SOLLAC

« Allemagne, mère blafarde »

de Helma Sander

La réalisatrice d'**Allemagne, mère blafarde** raconte l'histoire de ses parents et, en arrière-fond, l'histoire de l'Allemagne, de la fin des années trente aux années cinquante.

Elle a choisi de donner comme titre à son film un extrait d'un poème que Bertolt Brecht avait dédié à son pays avant de le fuir, fin 1933. Il y accusait l'Allemagne d'être une mère criminelle, qui permettait à certains de ses fils de tuer les autres.

En 1938, dans l'Allemagne en proie au nazisme, Lene et Hans se rencontrent, décident de faire leur vie ensemble. Tous deux gardent leurs distances vis-à-vis du régime nazi — c'est ce qui les a rapprochés. Mais ils acceptent...

Hans est bientôt mobilisé. Il va vivre cinq ou six années de guerre, de crimes, d'horreurs.

Quant à Lene, elle met son enfant au monde sous les bombes, voit sa maison détruite, se réfugie à Berlin avant de traverser à pied l'Allemagne, son ballot et sa fille sur le dos, pour survivre.

Quand Lene et Hans se retrouvent, en cette après-guerre qu'ils ont tant attendue, ils n'éprouvent plus grand-chose l'un pour l'autre.

Hans, aigri, vieilli, voit ses anciens amis, nazis de la première heure, vite dénazifiés, avancer bien plus vite que lui dans leur carrière.

Lene, qui espérait beaucoup de la fin de la guerre, se retrouve coincée dans sa maison, dans son univers étriqué. Elle n'accepte ni ce qu'est devenu son mari, ni ce qu'est devenu son pays. Elle est terrassée par une attaque, et la moitié de sa figure reste paralysée.

C'est leur fille qui raconte et commente l'histoire de Lene et Hans. Elle leur en veut et les comprend à la fois, eux qui ont laissé faire et se sont laissé avoir. Elle veut nous faire partager la pitié qu'elle éprouve pour eux, et y réussit.

Allemagne, mère blafarde est un film bourré de bonnes intentions et d'images symboliques. Si l'on est parfois ému et intéressé, on s'ennuie quand même un peu trop souvent pendant les deux heures qu'il dure.

Sylvie FRIEDMAN

« L'amour trop fort »

Deux hommes et une femme entretiennent des rapports difficiles.

Charlie est un jeune cinéaste, resté très enfant, fougueux et violent ; l'autre, Max, est un vieux comédien raté, amer, et qui n'attire que la poisse.

La femme, Rose-Marie, est amoureuse de Charlie. Amours orageuses, car il n'est pas facile à vivre. Elle trouve que la fréquentation de Max détruit Charlie, qui fait d'ailleurs un séjour en clinique. Elle gagne en fin de compte, car Charlie va se séparer de Max.

Le dénouement est aussi artificiel que l'histoire et que ses personnages incolores et sans vie !

Laurence VINON

« Le lion sort ses griffes »

Inutile de raconter les multiples retournements de l'intrigue cousue de fil blanc de ce film policier : une maille à l'endroit, une maille à l'envers, le chasseur devenant, à chaque retournement, la proie.

Comme personnages importants du film, outre deux très beaux avions Mystère 20, il y a Burt Reynolds.

On ne croit pas plus à Burt Reynolds en patron de restaurant rangé — ce qu'il prétend être — qu'en redoutable chef de bande. En revanche, il est convaincant en Burt Reynolds : un beau type bronzé qui laisse apercevoir de temps à autre sa poitrine, qui en dit long sur le reste.

L'actrice est Lesley Ann Down. Et le spectateur a l'avantage de la voir sous toutes les coiffures possibles : successivement frisée avec une mantille noire, cheveux ras, coiffée d'un large chapeau à bords tombants... et même en casquette de flic hollandais.

Vous savez tout et pouvez donc sans remords échapper aux griffes de ce lion bien inoffensif.

P.A.

« Un assassin qui passe »

Deux hommes gravitent autour d'une femme, la belle Carole Laure : l'assassin, un obsédé sexuel, et l'inspecteur chargé de le pourchasser. Le policier, fasciné à son tour par cette femme, finira par partager cette violente obsession.

Comme quoi, n'est-ce pas, les femmes sont toujours coupables...

Les deux obsédés en rajoutent, et la dame a l'air d'aimer ça. C'est un peu trop pour le spectateur !

P.A.

Sélection

Films récents...

ALLONS Z'ENFANTS.
d'Y. Boisset.

Adapté du roman en partie autobiographique d'Yves Gibeau : l'embrigadement d'un adolescent, contre sa volonté, dans une école d'enfants de troupe. Un film contre l'armée.

Français 9e.

COMMENT SE DEBARRASSER DE SON PATRON.
de Colin Higgins.

Trois femmes se révoltent contre leur chef, homme odieux, phallocrate et bête. Cinglant et drôle.

Rex 2e. UGC Opéra 2. Odéon 6e (vo). Elysées UGC 8e (vo). Bienvenue 15e. 14 Juillet 15e (vo).

LE DOS AU MUR.
de J.-P. Thorn.

L'histoire de la grève de l'Alsthom-Saint-Ouen, en 1979. Un reportage très vivant.

Saint-Séverin 5e.

OUVRIERS 80.

Un reportage sur les négociations entre le mouvement ouvrier, le syndicat Solidarité et le gouvernement polonais.

Saint-Séverin 5e.

LE CONTRAT.
de K. Zanussi.

A propos d'un mariage et d'une cérémonie ratés (la mariée dit « non » devant le curé), une dénonciation percutante d'un certain milieu aisé en Pologne.

Saint-Germain-Huchette 5e (vo). Sept-Parnassiens 14e (vo).

...et moins récents

AMERICA, AMERICA.
d'E. Kazan.

Un jeune Grec et un jeune Arménien tentent par tous les moyens de gagner l'Amérique pour fuir les persécutions qui frappent leurs communautés en Turquie à la fin du siècle dernier.

Noctambules 5e (vo).

THE ROSE.

D'après la vie de la chanteuse américaine Janis Joplin. Un film sur la déchéance d'une star du rock'n'roll.

Kinopanorama 15e.

RUDE BOY.
de David Mingay et Jack Hazan.

A voir pour comprendre les récentes révoltes raciales des jeunes des banlieues de Londres.

Espace Gaîté 14e.

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?
de J. Abraham.

Du rire sans que l'on puisse reprendre son souffle.

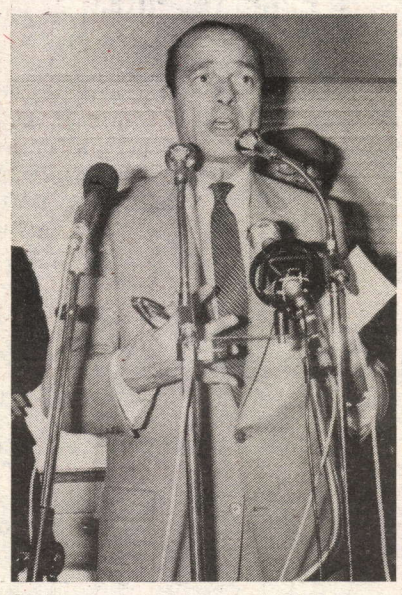
Paramount Marivaux 2e.

NORMA RAE.
de M. Ritt.

Comment une jeune ouvrière du textile, dans le sud des USA, prend conscience et s'engage dans la lutte syndicale. Un film intéressant.

Saint-Séverin 5e (vo).

Quand Chirac fait de l'effet



Chirac. Un drôle « d'effet ». (AFP)

Il paraîtrait qu'il y eu un « effet » Chirac. Un effet dans l'opinion ? Cela, les résultats de dimanche le diront. Mais en tout cas il y a eu un « effet » dans la presse, qui a largement commenté la tendance à une hausse — somme toute légère — de Chirac dans les sondages.

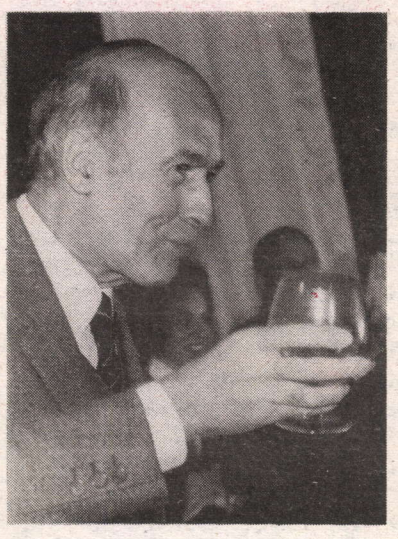
Toujours est-il que, à trois jours de l'arrivée, Chirac continue d'agiter l'épouvantail d'une participation des communistes au pouvoir en cas de victoire de Mitterrand, en répétant que son arrivée à la seconde place au premier tour est le seul moyen d'éviter ce risque.

Qu'il croie ou non à la possibilité de jouer les Poulidor le 26 avril, Chirac ne perd évidemment rien à tenter de racoler quelques voix de plus.

Gros bras à la rescousse

Pour la seule réunion que Giscard a faite en Bretagne, à Lorient le 22 avril, quelques centaines de manifestants anti-nucléaires étaient là pour l'accueillir aux cris de « *Plogoff, Plogoff* ». C'est avec les gros bras du service d'ordre et à grands coups de matraques qu'ils ont été tenus éloignés, puis dispersés.

Pour Giscard, qui cultivait l'image du président-candidat au-dessus de la mêlée, serein et sûr du bilan de son septennat, c'était un peu raté. Mais ce n'est pas étonnant, car bien dans la ligne de ce que Giscard réserve à tous ceux qui ne filent pas droit. Ce qui ne l'empêche de parler ni d'écologie, ni de démocratie.



A la santé de d'Artagnan ? (AFP)

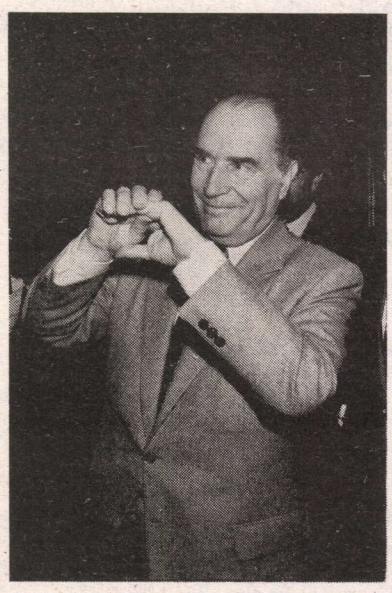
Mitterrand : un avant-goût de sa démocratie ?

Un certain nombre de responsables du Parti Socialiste ont multiplié cette semaine les mises en garde contre le vote en faveur des « petits » candidats de gauche : les votes « *de principe ou de fantaisie* », comme dit Jean Poperen, risqueraient de faire chuter Mitterrand, de l'éliminer du deuxième tour.

On reconnaît cependant un certain droit à la parole à ces « petits » candidats. Ainsi, Louis Mermaz déclare que la victoire de François Mitterrand leur rendrait la parole, à condition... de bien voter le 26 avril. Ou encore, Pierre Bérégovoy, dans le *Bulletin d'information* de la campagne de Mitterrand, écrit : « *Dans le débat électoral, dont nous savons qu'il a été suivi par les Français avec une attention exceptionnelle, tous les candidats se sont fait entendre : ceux qui figureront au deuxième tour comme ceux dont on sait qu'ils n'ont aucune chance d'y être. Les électeurs connaissent donc, désormais, le détail des positions des uns et des autres. Mais ils savent aussi qu'un seul candidat de gauche peut battre la droite et conduire le pays vers le changement* ».

En somme, c'est une sommation : « Arlette Laguiller, Huguette Bouchardeau, Michel Crépeau, Brice Lalonde : on vous a assez vus et entendus. Vous en avez profité. Maintenant, dégagez la place pour Mitterrand ».

En tout cas, si les « petits » candidats ont pu pendant ces deux semaines se faire un peu entendre sur les ondes, ce n'est certainement pas grâce au Parti Socialiste ! Lui qui a exercé sur les maires membres du PS les pressions que l'on sait pour qu'ils ne parrainent pas ces fameuses candidatures.



Et quelle confiance faire à un vieux renard de la politique ? (AFP)

Voilà qui augure fâcheusement de la démocratie telle que la conçoivent les hommes de Mitterrand !

PAS D'ENGAGEMENT

Mitterrand annonce la couleur. Il a déclaré, le 21 avril à Lens, qu'il ne s'estimerait engagé, en tant que président de la République, ***« que par les options de sa propre campagne, et non par celles que proposent ceux qui auront été éliminés ».***

Suivez mon regard : Marchais et ses ministres communistes, son gouvernement communiste-socialiste, ça le regarde, c'est son problème.

Mitterrand, lui, agira comme il le jugera bon. Car ce qu'il a dit dans sa campagne est bien vague et pour le moins peu contraignant.

Et c'est même en dessous des propositions contenues dans le programme du Parti Socialiste. Ces « propositions », pour maigres qu'elles soient vis-à-vis des travailleurs, il n'hésiterait pas, le cas échéant, à s'asseoir dessus.

Car le PS, pour Mitterrand, n'aura été s'il est élu qu'un tremplin pour ses propres ambitions.

On ne fait pas payer les riches avec du bluff !

Contrairement à Mitterrand, Georges Marchais n'hésite pas à dire qu'il veut faire payer les riches.

Mais les propositions du PCF sont-elles aussi radicales qu'il veut bien le laisser croire ?

La plus précise de ses propositions, et la plus spectaculaire, au moins verbalement, est celle qui concerne la réforme de l'impôt sur le revenu. Il s'agit de la trentième des 131 propositions de Marchais : « *Augmenter fortement l'impôt sur le revenu pour les hauts revenus, et porter à 100 %, c'est-à-dire tout prendre, pour la tranche de revenus supérieurs à 40.000 F par mois* ».

Le 3 février dernier, Marchais a rappelé cette proposition au Grand Débat de TF1, en affirmant que « *cette seule mesure dégagerait 8.360 milliards d'anciens francs (83 milliards actuels) de ressources nouvelles* ». De quoi « *financer la création de 800 000 emplois supplémentaires* », précisait Herzog aux côtés de Marchais, le 14 avril à la télévision. Les chiffres sont impressionnants.

L'ennui, c'est que nulle part le PCF ne les justifie un peu précisément. Ou plutôt, il accole à cette proposition d'autres chiffres qui ne la concernent pas, mais qui semblent visiblement destinés à impressionner l'auditeur. C'est ainsi que lors du débat de TF1, juste après avoir affirmé qu'il proposait de tout prendre au-dessus de 4 millions par mois, Marchais ajoutait tout aussitôt qu'il y avait en France « 180 000 familles (soit 520 000 personnes) disposant d'une moyenne de revenus mensuels de 7 millions et demi par mois ». Mais les revenus d'une famille ce peut être aussi « deux » revenus de 3 millions 700 000 par mois, donc pas concernés par la réforme du PCF !

Alors finalement, qui touchera-t-elle, cette mesure fiscale du PCF ? Et combien cela rapportera-t-il vraiment ?

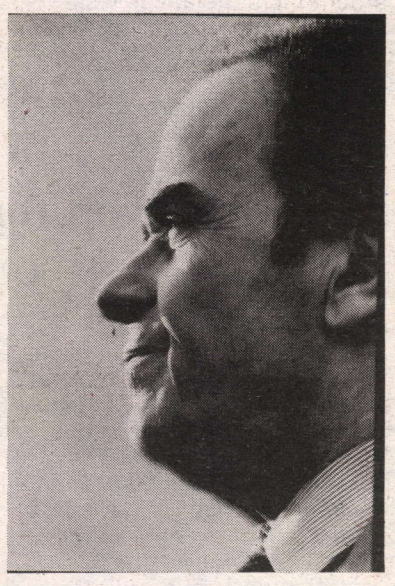
En 1978, selon les statistiques officielles, il y avait 30 301 revenus déclarés de plus de 400.000 F par an. Il s'agit des revenus visés par le PCF, puisque, avec l'inflation, en 1981 cela ferait à peu près 480.000 F par an, soit 40.000 nouveaux francs mensuels. Or, en 1978, l'ensemble de ces 30 301 revenus représentaient en tout 21 milliards de revenus. En 1981, cela ferait à peine le tiers des 83 milliards de « *ressources nouvelles dégagées* » dont parle le PCF.

En 1978, la partie de ces revenus qui dépassait les 400.000 F par an (la seule partie concernée par la réforme du PCF), représentait 9 milliards. En tenant compte des abattements divers, l'Etat en prélevait au minimum 4 milliards, puisque ces revenus font partie des tranches supérieures toujours taxées à 60 %. Le PCF aurait « tout pris », c'est-à-dire les 9 milliards. Soit, tout au plus, 5 milliards de plus que l'Etat. En 1981, cela ferait une différence de 7 milliards et demi au maximum.

On est loin, très loin, des 83 milliards « *dégagés par cette seule mesure* » dont parle le PCF. Alors, d'où sortiraient-ils, ces 83 milliards ? Peut-être faudrait-il contraindre les riches, les capitalistes, à déclarer tous leurs profits, tous leurs revenus, ou mieux contrôler les comptes des sociétés, et leurs bénéfices. Mais cela signifierait tout autre chose qu'une simple réforme de la fiscalité.

Et c'est en cela que le PCF bluffe.

En réalité, ce qu'il cherche dans cette campagne électorale, c'est à laisser entendre, chiffres à l'appui, qu'il pourrait être terrible contre les riches, s'il le voulait. Mais s'il le voulait vraiment, aurait-il besoin de bluffer ?



Et que nous cache-t-il sur l'autre face ? (AFP)

Huguette CHEVIREAU

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.